

**INVESTISSEMENT GARANTI
À INTÉRÊTS COMPOSÉS**
Eligible au REER
11 ans & 10 mois
Intérêts composés
Coupons Hydro Québec
Garanti
Minimum 6.485,80 \$
Pourrait devenir 20.000 \$
Marcel Croteau * Sujet à changements & disponibilités * Taux en date du 6 septembre 1994.
418-647-4888
NESBITT BURNS

LE SOLEIL

MANUFACTURIER
DE REVÊTEMENT
MÉTALLIQUE

TOLBEC

SAMEDI 10 SEPTEMBRE 1994

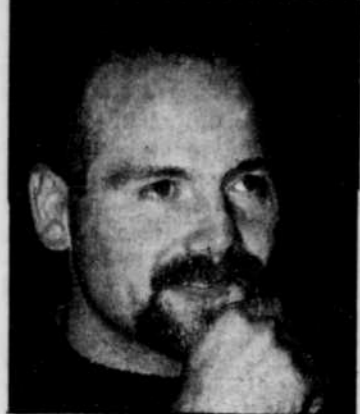
QUÉBEC, 98^e ANNÉE, NO 250
104 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.G. 0.24 3.98

MONTREAL-OTTAWA 1.50 Plus T.P.S. T.V.G.

1,35\$ Plus T.P.S. T.V.G.

LES SPORTS
MAXIMUM
SPORTS



Jurassic Clark

Ni caprices ni crises de vedette... Wendel Clark appartient à une race d'athlète en voie d'extinction dans la LNH. À lire demain.

L'impasse persiste dans le baseball

Les propriétaires du baseball reportent cependant à la semaine prochaine leur ultimatum d'annuler les matchs menant à la Série mondiale. **S-5**

LA RÉGION

Chauffeurs de la STCUQ

Le Conseil des services essentiels n'ordonne pas aux chauffeurs de la STCUQ d'être au travail lundi. Il suggère leur collaboration. **A-10**

LES ARTS



Un refuge pour la création

Boursière du Fonds Gabrielle-Roy, Madeline Monette trouve l'inspiration dans la maison de l'écrivaine à Petite-Rivière-Saint-François. **E-1 et E-2**

L'INDEX

Annonces classées	F-5 à F-12
	G-4 à G-7
Arts	E-1 à E-14
Bonne chère	G-1 à G-3
Bridge	G-6
Carrières	C-1 à C-5
Décès	G-8 à G-10
Dossiers	A-13
Économie	B-1 à B-7
Éditorial	A-14
Habitat	F-1 à F-4
Horoscope / Mot mystère	G-7
Le Monde	C-9 à C-12
Michel David	A-4
Mot fleché	G-6
Où aller à Québec	E-13 et E-14
Tourisme	D-1 à D-7
TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés	S-14

LA MÉTÉO

Possibilité d'une averse en après-midi, maximum 14.
S-16

La région de Québec reste son plus fort bastion

Trois points d'avance au PQ

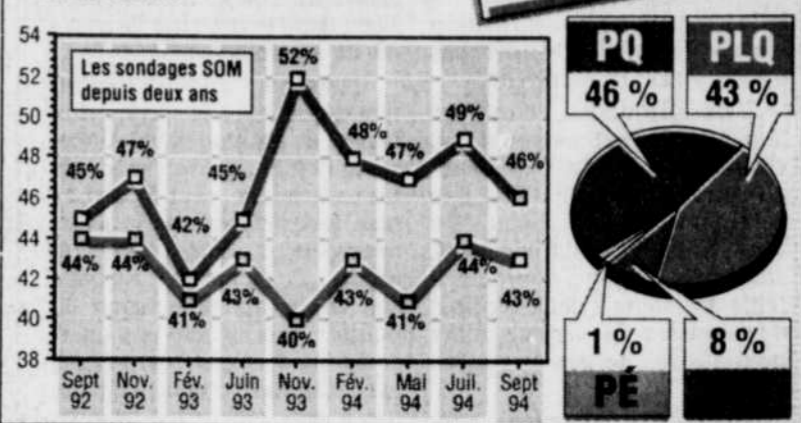
QUÉBEC — Le Parti québécois a amorcé le dernier sprint de la course électorale avec une avance réduite à trois points, priorité amplement suffisante cependant pour lui permettre de former un gouvernement majoritaire.

dans l'air en cette fin de campagne, les électeurs plaçant péquistes et libéraux dans le même sac quand vient le temps d'évaluer si ceux-ci respecteront leurs promesses. Un électeur sur deux n'y croit tout simplement pas.

Ce sondage SOM réalisé pour le compte des quotidiens LE SOLEIL et The Gazette a été réalisé sur la base de 1008 entrevues téléphoniques et comporte une marge maximale d'erreur de 3,6 % dans 95 cas sur 100.

Les intentions de vote

QUESTION: Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour le candidat de quel parti voteriez-vous ?



par **PIERRE-PAUL NOREAU**
LE SOLEIL

Après répartition des 24 % d'indécis, un sondage SOM-LE SOLEIL-The Gazette réalisé les 6, 7 et 8 septembre place le PQ à 46 % des intentions de vote, le Parti libéral à 43 %, l'Action démocratique à 8 % et le Parti égalité à 1 %.

Avant répartition, l'équipe Parizeau est à 34 %, celle de Daniel Johnson à 31 %, celle de Mario Dumont à 6 %, 3 % vont aux autres partis, 2 % n'iraient pas voter et 24 % se classent chez les indécis ou les discrets.

Ces données s'inscrivent dans la foulée d'un sondage Léger & Léger diffusé hier par le Journal de Québec et qui donne un écart de 5,5 % en faveur des péquistes. Elles remettent cependant en question les chiffres de la maison CROP rendus public par La Presse un peu plus tôt cette semaine, et qui donnaient les libéraux en avance par trois points.

L'examen des résultats compilés par SOM dans les derniers jours révèle par ailleurs que le Parti québécois a maintenu ses appuis auprès de l'électorat francophone, un élément clé lui garantissant une large répartition de ses appuis à travers le Québec, et conséquemment un grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale.

Les électeurs de langue maternelle française optent à 56 % pour le PQ, à 32 % pour le PLQ et à 10 % pour l'Action démocratique. Le vote allophone appartient, quant à lui, aux libéraux avec une cote d'appui de 88 % contre 6 % seulement au PQ. Il est intéressant de noter que l'Action démocratique n'a pas fait la moindre percée chez les non-francophones, tout comme le Parti égalité chez les francophones.

Château fort péquiste

La région de Québec continue d'être le plus fort bastion péquiste, les candidats de Jacques Parizeau détenant en fin de campagne une priorité de 27 points sur leurs adversaires libéraux. À l'extérieur des régions de la capitale et de la métropole, l'avance péquiste est solide à 18 points.

La situation est beaucoup plus corsée dans la région de Montréal où le Parti libéral domine très nettement en raison du vote non francophone, soit 53 % contre 39 % pour le PQ.

Par rapport au sondage SOM effectué tout juste avant le déclenchement des élections (du 22 au 26 juillet), les libéraux ont perdu un point et les péquistes, trois.

Le jeune chef Mario Dumont a pour sa part réalisé l'exploit de récolter l'effritement du vote des deux partis traditionnels, accomplissant ainsi l'exploit de doubler ses appuis en sept semaines. Les intentions de vote en faveur de l'Action démocratique sont ainsi grimées de 4 à 8 %.

Et les promesses

Advenant sa victoire lundi, le chef Jacques Parizeau aura enfin fort à faire pour convaincre les Québécois de voter pour la souveraineté au cours des prochains mois, l'option péquiste étant toujours rejetée par une majorité d'entre eux.

Il y a d'ailleurs beaucoup de scepticisme, sinon de cynisme

ÉLECTIONS 94

- Johnson devrait rester chef de l'opposition
- Les électeurs ne sont pas dupes des promesses
- Des bulletins de vote avec photos ?
- Bilan de la campagne

pages A-3 à A-7, A-13

Un 4^e accident mortel sur le boulevard Talbot en 1994



Un citoyen de Lac-Beauport, M. Pierre Côté, est mort hier après-midi dans une autre collision tragique sur le boulevard Talbot, à la hauteur du lac Clément, à Stoneham. Le nouveau tronçon de l'autoroute 73 sera ouvert sous peu à la circulation dans l'espoir de mettre fin à l'hécatombe qu'on y vit depuis longtemps.

À lire en A-2

Au Conseil de la conservation et de l'environnement

Petit organisme, grosse crise

QUÉBEC — Le Conseil de la conservation et de l'environnement est déchiré par un virulent conflit opposant sa présidente Élisabeth Marsollier à des membres de son personnel et de son propre comité consultatif.

par **MICHEL CORBEIL**
LE SOLEIL

Dans une série de 30 notes de service et lettres, échangées depuis mai, les accusations de dilapidation des fonds et des ressources, les réprimandes et les menaces pleuvent. La guérilla semble atteindre un sommet, le 1^{er} août. Un mémo interdit aux neuf employés du tout petit organisme l'utilisation des fax sans permission.

La présidente les invite à « limiter les envois par télécopieur (...) dans un souci de restrictions budgétaires. Je vous prie de bien vouloir m'aviser lorsque vous transmettez par télécopie afin

de voir s'il y aurait (sic) urgence ou s'il serait (re-sic) préférable d'utiliser les services du courrier régulier. »

Il ne s'agit là que d'une des nombreuses escarmouches signalées le 9 mai, un des membres du comité consultatif, M. Marcel Risi, président du Centre québécois de valorisation de la biomasse (CQVB), s'étonne du fait qu'un consultant privé a été payé 5000 \$ pour préparer une ébauche sur une stratégie de conservation et 3000 \$ pour animer la discussion.

Le 17 mai, le PDG de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec (AMBSQ), M. Gaston Déry, se dit « pleinement d'accord » avec

M. Risi. « Dans cette période d'austérité et de coupures. »

Les deux hommes protestent aussi contre la proposition de la présidente de tenir en Estrie, sur trois jours, et avec visite d'un vignoble, la séance de travail, du 22 septembre.

La grogne chez les professionnels de l'organisme est telle que, le 14 juillet, quatre d'entre eux ont adressé une lettre de protestation à la présidente, avec copie au ministre Pierre Paradis. Ils se plaignent d'être laissés sans mandat depuis le 22 avril. Leur travail ne serait pas présenté aux membres du conseil consultatif. « Vous donnez des contrats à l'extérieur alors que vous sous-utilisez votre personnel professionnel. »

Les répliques ne manquent pas.

Le 8 juillet, Mme Marsollier

reproche à M. Risi « qu'encore une fois, vous utilisez un ton tout à fait professoral ». À M. Déry, elle se dit « un peu étonnée de votre réaction ». Elle leur rappelle « qui administre le Conseil ». Se réunir dans l'Estrie — suggestion finalement écartée le 14 juillet — se faisait « à un prix compétitif » à une rencontre à Montréal ou Québec.

Le 19 juillet, dans un mémo à trois des signataires de la missive de protestation, elle se montre « indignée ». D'avoir expédié copie au ministre « dénote un sérieux manque d'éthique ». La veille, Mme Marsollier a annoncé à son personnel que le plan de rationalisation du ministère coupe quatre postes. Elle affirme que « tout le personnel est présentement utilisé au mieux de ses capacités ».

Autre texte en page A-8

Venez voir!

PLACE LAURIER
PLACE AUX IDÉES
ILLIMITÉES

PLACE À LA MODE, BEAUTÉ, SANTÉ
MAIL CENTRAL

Jusqu'au dimanche 11 septembre, rencontrez nos différents exposants.

CLINIQUE DE SANG!
Lundi 12 septembre de 10 h à 14 h 30 dans le mail central.

MUR DES CÉLÉBRITÉS!
Mardi 13 septembre 11 h dans le mail ouest, venez assister à l'intronisation de Myriam Bédard, Lucie LaRoche, Philippe LaRoche et Yves LaRoche.

SERVICE À LA CLIENTÈLE: 651-5000

Lescarbeau coupable d'agression sexuelle

QUÉBEC — En se rendant chez sa collègue de travail, le policier Gilles Lescarbeau entrevoyait une possibilité d'aventure et sa version suivant laquelle il ne voulait que visiter son appartement est apparue tout à fait invraisemblable au juge Denis Lavergne. Il l'a donc reconnu coupable d'agression sexuelle.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

L'avocat de l'agent de la sûreté municipale de Sainte-Foy, Me Claude Gagnon, a toutefois déclaré par la suite avoir reçu le mandat de son client d'en appeler du jugement. Pour le moment, a-t-il indiqué, Lescarbeau fait l'objet d'une suspension.

Dès le début de son jugement, le magistrat a laissé entendre qu'il était peu enclin à croire Lescarbeau. D'abord, relativement à son affirmation suivant laquelle il n'était pas « attiré » par la secrétaire.

Une affirmation, d'estimer le juge, qu'il faut mitiger si l'on considère les faits antérieurs au soir de l'agression tels que relatés par Lescarbeau. De plus, il explique difficilement, sinon pas du tout, pourquoi il tente au moins à deux reprises d'embrasser la victime alors qu'il affirme ne pas être attiré par elle.

« Les deux invitations anodines qu'il dit avoir reçues en vue d'une visite amicale ont éveillé chez lui la possibilité de séduction », a mentionné le juge Lavergne, qui en voyait la preuve dans l'appel logé à la jeune femme la veille de l'agression. À 20 h, en effet, il avait téléphoné en suggérant qu'il pourrait se rendre chez elle après son travail, à minuit, pour « prendre un café ».

Selon Lescarbeau, la victime lui avait exprimé son invitation à deux reprises et, de plus, elle lui « faisait une belle façon ». Aussi ne perd-il pas de temps, selon le juge, et il tente de nou-

veau sa chance dès le lendemain.

Dès sa première tentative pour embrasser la jeune femme, celle-ci lui fait bien savoir qu'elle n'est pas intéressée, a rappelé le juge Lavergne : « Si elle avait souhaité ses avances, elle aurait accepté de le recevoir la veille, quelle que soit l'heure. » D'ailleurs, il est apparu difficile au juge de concilier l'absence d'attirance invoquée par l'accusé avec ses tentatives pour l'embrasser et avec l'offre de lui faire un massage, dans le contexte intime où ils se trouvaient.

Quant à l'appel téléphonique que fait à la victime son voisin et ex-ami, il confirme, selon le juge, que la version de Lescarbeau ne peut être retenue. Les réponses de la jeune femme sont alors courtes et sèches. Et quand elle rappelle son voisin, après le départ du policier, son anxiété et sa nervosité ne sont pas compatibles avec l'attitude d'une personne qui a consenti à des avances sexuelles.

En somme, de résumer le juge Lavergne, l'agent Lescarbeau n'a pas dit la vérité au sujet de son attirance pour la victime : « En se présentant chez elle, il anticipait une relation plus intime. Séduire n'est pas interdit mais, ici, l'accusé a fait fi de la désapprobation de la victime dès sa première tentative pour l'embrasser. » En conséquence, ses deux autres tentatives constituaient des infractions.

Les parties se retrouveront le 16 décembre pour la sentence.

Le «boulevard de la mort» fait sa quatrième victime cette année

STONEHAM — Le boulevard Talbot, surnommé « boulevard de la mort » par les résidents de la région, a fait une nouvelle victime, la quatrième cette année, lors d'une violente collision entre deux véhicules hier après-midi à la hauteur du lac Clément, à Stoneham.

par ISABELLE DUCAS
LE SOLEIL

Le véhicule que conduisait Pierre Côté, 51 ans, de Lac-Beauport, a dérapé à la suite d'une perte de maîtrise et s'est retrouvé dans l'autre voie, où une automobile arrivant en sens inverse l'a frappé de plein fouet du côté droit. Le conducteur de l'autre véhicule a été gravement blessé.

L'accident s'est produit à 15 h 15, au moment où un autobus scolaire circulant en direction sud s'est arrêté pour pouvoir tourner à gauche, dans la rue Leclerc. M. Côté, qui arrivait derrière le véhicule lourd, n'aurait vu qu'à la dernière minute les voitures immobilisées derrière l'autobus et, en appliquant les freins brusquement, aurait dérapé et perdu le contrôle de sa Honda Accord

blanche.

Le véhicule s'est retrouvé dans la voie nord, offrant son flanc droit à la Volkswagen Golf qui arrivait au même moment. Sous la force de l'impact, la voiture de la victime a été enfoncée jusqu'au siège du conducteur.

« Quand j'ai vu le trafic ralentir, j'étais sûr qu'il y avait un accident, relate Arnold Pothier, qui habite non loin. J'ai aperçu les autos et j'ai appelé l'ambulance. L'homme dans l'auto blanche était inconscient et saignait beaucoup. J'ai pris son pouls, mais je n'ai rien senti. »

Après l'avoir sorti de son véhicule tordu à l'aide des pinces de décarcration, les ambulanciers ont tenté de réanimer la victime en pratiquant des massages cardiaques durant plusieurs minutes, en vain. Le décès a été constaté à l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

Le conducteur de l'autre véhi-

cule, un homme dans la trentaine, était toujours conscient peu après l'accident, mais sérieusement blessé. M. Pothier lui a tenu compagnie en attendant l'arrivée des secours.

« Ça fait à peu près 20 accidents qui arrivent devant ma maison, et ça fait huit ans que je reste là », dit-il. Sa propre fille a d'ailleurs elle-même été impliquée dans un accident à cet endroit, il y a quatre ans : au moment où elle descendait de l'autobus scolaire, elle a été frappée par une automobile avec sa meilleure amie, qui est morte sur le coup.

Les résidents de cette section de la route 175, qui observent la scène de la tragédie hier, avaient tous à la bouche une ou plusieurs histoires d'accidents à raconter. Cet accident mortel est le quatrième à survenir depuis le début de l'année. En 1993, huit personnes ont perdu la vie sur cette route achalandée qui relie Chicoutimi à Québec.

En Bref

■ L'accusation réclamera la détention à perpétuité pour O.J. Simpson

LOS ANGELES (AFP) — L'accusation a déclaré hier à Los Angeles qu'elle entendait requérir la détention à perpétuité à l'encontre de l'ancienne vedette du football américain O.J. Simpson, si celui-ci était convaincu du meurtre de son ex-femme et de l'ami de celle-ci. Cette déclaration met un terme aux spéculations concernant une éventuelle demande de condamnation à mort, comme le prévoit la législation californienne dans le cas de certains meurtres. L'ancien joueur devenu commentateur et acteur de cinéma affirme être innocent du meurtre de son ancienne épouse Nicole Brown Simpson, 35 ans, et de l'un de ses amis Ronald Goldman, 25 ans.

■ Profil du meurtrier de Marie-Chantal Desjardins

MONTREAL — Un profil criminel de l'agresseur de Marie-Chantal Desjardins, cette fillette de dix ans assassinée à Sainte-Thérèse le 20 juillet, a été établi par un spécialiste de la GRC et un autre de la SQ. Le meurtrier serait de race blanche, d'âge adulte, parlerait français et habiterait ou travaillerait dans la région de Sainte-Thérèse. Il est fort probable qu'il s'associe avec des gens plus jeunes que lui ou inférieurs à lui, surtout s'il s'agit d'une personne de sexe féminin. L'agresseur était non-fumeur au moment du crime, et son hygiène personnelle laissait à désirer. Ceux qui le connaissent sauraient qu'il a un comportement sexuel inadéquat. Il est évident que cet individu fréquente les mêmes endroits que les jeunes de l'âge de la victime. Toute information sera traitée de façon confidentielle, au (514) 598-4043.

■ Vol qualifié à la SAQ

CHARLESBOURG — Un individu armé d'un couteau s'est fait remettre le contenu de la caisse de la Société des alcools, au 4250 1ère avenue à Charlesbourg, à 19 h 45 hier. L'homme était vêtu d'un jeans et d'un gilet coton ouaté noir avec capuchon. Il portait des verres fumés et arborait une moustache assez longue. Il s'est enfui à bord d'un Chrysler Laser gris après son méfait, sans blesser personne.

INTER-PLUS

tirage du 09-09-94
280823 gagne 250 000 \$
80823 gagnent 2500 \$
0823 gagnent 250 \$
823 gagnent 25 \$
23 gagnent 10 \$

SUPER 7

tirage du 09-09-94
3-4-8-12-31-35-47

(complémentaire)

24

EXTRA

615215

MINI-LOTO

tirage du 09-09-94
259206 gagnent 50 000 \$
59206 gagnent 5000 \$
9206 gagnent 250 \$
206 gagnent 25 \$
06 gagnent 5 \$

25920 gagnent 1000 \$
2592 gagnent 100 \$
259 gagnent 10 \$

LA QUOTIDIENNE

tirage du 09-09-94
9-2-1
5-2-7-5

BANCO

Tirage du 09-09-94

2-6-8-12-21-24-26-35-39-43-45-46-48-52-54-61-62-63-66-67

un grand
Merci
pour ce grand
geste

À ces grandes dames...

qui ont récupéré jeudi dernier un petit sac perdu sur la grand-route et nous l'ont retourné par taxi à notre succursale de Place Ste-Foy, nous tenons à dire un très grand merci pour cette bonne action.

Ce petit sac contenait en effet des documents comptables importants pour notre contrôle d'inventaire et sa perte aurait compromis l'approvisionnement dans nos magasins pour la fin de semaine.

C'est grâce à vous mesdames si tous les clients et clientes Simons trouveront leur taille de vêtements dans les prochains jours de magasinage chez nous.

Toute l'équipe Simons vous remercie !
Ce geste confirme cette grande tradition de fierté à vous servir depuis 1840

la maison
simons
PLACE STE FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LE TRENTE ET UN®



Woolrich

À PORTER EN SUPERPOSITION

LA CHEMISE COTON CHAMOIS

59.95

TEXTURES BROSSÉES ET MATIÈRES NATURELLES À LA UNE CET AUTOMNE! COTON CHAMOIS 6 ONCES, INCOMPARABLE POUR SON TOUCHER, SON CONFORT, SA SOUPLESSE. PORTÉE ICI SUR TEE-SHIRT ENCOLURE BOUTONNÉE, CHEMISE FLANELLE CARREAUX 29.95. COLORIS CHINÉS DE BLEU, GRIS PIERRE, TAUPE ET SAUGE. P.M.G.T.G. STE-FOY ET GALERIES DE LA CAPITALE.

la maison
simons
PLACE STE FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

Daniel dans la fosse aux lions

Avec un deuxième sondage en tant de jours qui annonce une victoire du Parti québécois, lundi soir, les libéraux vont bien devoir redescendre du nuage sur lequel ils flottaient depuis ce curieux CROP, qui leur accordait trois points d'avance. À 48 heures du vote, c'est ce qu'on appelle une douche froide.

Michel DAVID



Peu importe que le PQ finisse avec 3, 4 ou 5 points d'avance, l'important pour lui est d'avoir pu maintenir, tout au long de la campagne, un écart supérieur à 20 points chez les francophones. Dans ces conditions, il peut raisonnablement espérer une récolte de 85 sièges.

Dans mon esprit, cette question était réglée dès le début de la campagne. Ce qui était moins évident, et ne l'est toujours pas, c'est le sort qui attend Daniel Johnson après l'élection. Dans toutes les entrevues qu'il a accordées au cours de la campagne, le premier ministre a assuré qu'il était là pour rester, quel que soit le résultat de l'élection. On verra bien. Jusqu'au débat, ça allait plutôt bien, mais depuis, sa performance a été nettement moins impressionnante.

Un métier dangereux

Traditionnellement, les libéraux sont sans pitié pour les perdants, même si la défaite est honorable. Durant les mois qui ont suivi celle de 1981, M. Johnson a été témoin du calvaire de Claude Ryan. Il a pu constater que la loyauté est une chose très relative dans un parti politique et qu'elle est généralement proportionnelle au succès de celui qui la réclame. Il est lui-même un des rares à être resté fidèle à son chef jusqu'à la fin.

Dans notre système politique, le poste de chef de l'opposition est probablement le plus risqué qui soit. Une véritable fosse aux lions. Jacques Parizeau a accompli un véritable exploit en l'occupant pendant six ans. C'est vrai qu'il a attendu 18 mois avant d'entrer à l'Assemblée nationale, mais personne n'avait tenu aussi longtemps depuis Georges-Émile Lapalme (1950-58).

Dans un parti où l'idéologie tient autant de place qu'au PQ, c'est quand même plus facile que dans un parti d'intérêts comme le PLQ. Malgré ses défauts et ses erreurs, M. Parizeau était perçu comme le gardien de l'option souverainiste. Jamais on n'a douté de sa foi. Il y a eu un peu de grogne à l'occasion, mais il a toujours conservé un parfait contrôle sur son parti.

Le cas de M. Johnson est bien différent. Si tant est que le PLQ ait une idéologie, elle est moins à droite que celle du chef actuel au plan social et moins inconditionnellement fédéraliste au plan constitutionnel. Comme les libéraux sont des gens très pragmatiques, ils s'accommoderaient très bien des idées de M. Johnson. S'il les faisait gagner.

Si ça peut le consoler, le sondage SOM-LE SOLEIL de ce matin indique qu'un Québécois sur deux et sept libéraux sur dix sont disposés à lui donner une autre chance. Il a cependant trop d'expérience pour s'imaginer qu'il va pouvoir attendre tranquillement de se reprendre. En fait, il doit plutôt se demander d'où viendra le premier coup.

Jeudi soir, au Point, Lise Bacon n'a pas hésité une seconde quand on lui a demandé quelle avait été sa plus grande erreur. Il n'a pas su être suffisamment « rassembleur » au sein de son propre parti, a-t-elle dit. Ayoye!

C'est vrai que Mme Bacon a de bonnes raisons de lui en vouloir, mais si M. Johnson a entendu ça, un clignotant rouge a dû s'allumer. À sa place, je garderais également un oeil sur Mario Bertrand. Et sur Jean Charest. Et sur Paul Gobeil. Sans parler de Gérard Tremblay, Pierre Paradis... En fait, je ne dormirais pas très bien.

La bouée référendaire

S'il n'y avait pas de référendum en vue, je ne donnerais pas cher des chances de M. Johnson. Mais s'il y en a vraiment un, c'est pour lui une occasion en or. À la condition de le gagner, évidemment. À lire les sondages, ses chances sont indéniables.

N'empêche qu'un Jean Charest serait un adversaire beaucoup plus redoutable pour le camp souverainiste. D'ailleurs, au PQ, on ne tient pas du tout à voir partir M. Johnson. Finalement, le pire coup qu'il pourrait faire à M. Parizeau serait peut-être d'imiter son frère Pierre Marc et de démissionner.

ÉLECTIONS 94

Sondage SOM/LE SOLEIL

Johnson devrait rester chef de l'opposition

QUÉBEC — Dans l'hypothèse où Daniel Johnson perdrait son poste de premier ministre aux mains de Jacques Parizeau lundi soir, les Québécois, et tout particulièrement les partisans du Parti libéral, estiment que l'ancien président du Conseil du Trésor devrait rester aux commandes de son parti.

textes de PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

À 49 %, les électeurs jugent en effet que le Parti libéral ne devrait pas remplacer M. Johnson, contre 34 % qui croient que celui-ci devrait être invité à passer le flambeau. Près d'une personne (17 %) sur cinq est sans opinion sur la question.

Plus important encore pour le successeur de Robert Bouras-

sa, les partisans du Parti libéral dans cette élection jugent à 71 % que Daniel Johnson demeurerait l'homme de la situation malgré la défaite, par rapport à 19 % seulement qui souhaiteraient alors son départ. La promesse péquiste d'un référendum dans les dix premiers mois d'un gouvernement souverainiste incite sans doute un certain nombre d'électeurs à ne pas prendre trop de risques.

Même chez ceux qui s'apprentent à voter péquiste, quatre personnes sur dix donneraient une autre chance à M. Johnson. Une sur deux conseille tout de même au Parti libéral de s'en débarrasser.

En ne tenant compte que des électeurs francophones, globalement plus favorables au Parti québécois, une personne sur deux croit que Daniel Johnson resterait l'homme de la situation pour le Parti libéral du Québec.

Popularité écorchée

Globalement, la cote de Daniel Johnson est encore bonne auprès des Québécois, même si les sept semaines de campagne

électorale lui ont coûté plusieurs points.

Le chef libéral continue à dépasser Jacques Parizeau dans la comparaison du meilleur premier ministre. Le candidat de Vaudreuil obtient un appui de 35 % contre 31 % pour l'ancien ministre des Finances péquiste. L'option « Aucun des deux chefs » est retenue par un groupe presque équivalent, soit 34 %.

Lors du précédent sondage SOM de la fin juillet, M. Johnson jouissait d'une avance de 13 points sur son opposant péquiste comme meilleur premier ministre potentiel.

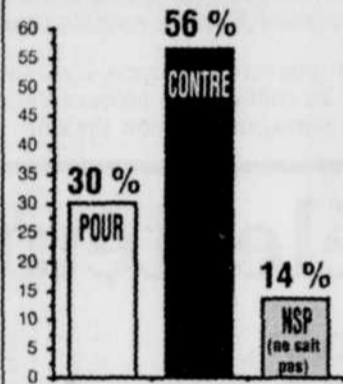
Enfin, dans l'hypothèse, peu probable selon les sondages, où le Parti québécois ne formerait pas le prochain gouvernement, une personne sur deux opterait pour le départ de M. Parizeau, 38 % le laisseraient en poste et 13 % demeurent sans opinion.

Les péquistes seraient cependant beaucoup plus enclins à montrer la porte à leur chef dans l'éventualité d'une défaite, une mince majorité de 53 % souhaitant que le parti ne le chasse pas, contre 42 % qui seraient incapables de lui pardonner l'échec.

La majorité des Québécois contre l'enclenchement La tenue d'un référendum divise

Référendum

QUESTION: Si un référendum avait lieu aujourd'hui, voteriez-vous pour ou contre que le Québec devienne un pays souverain?



SELON LA LANGUE

Langue	POUR	CONTRE
Francophones	36%	49%
Autres	7%	84%

QUÉBEC — L'option souverainiste continue d'être un problème pour une portion importante des partisans du PQ dans cette élection. Conséquemment, une solide majorité de Québécois continue de s'opposer à ce qu'un gouvernement Parizeau enclenche les préparatifs de la souveraineté dès son arrivée au pouvoir.

Si une consultation avait été tenue les 6, 7 et 8 septembre, moins d'un Québécois sur trois (30 %) aurait opté pour que le Québec devienne un pays souverain contre 56 % qui auraient voté contre.

Ces données signifient une autre légère baisse (2 %) pour les tenants de la souveraineté par rapport aux résultats de la fin juillet chez SOM.

Le croisement des données démontre que 22 % des voteurs péquistes sont toujours opposés à l'idée de quitter la fédération canadienne et souhaitent qu'un gouvernement du Parti québécois renonce à tenir son référendum.

Même si on ne tient compte que de l'électorat francophone, l'équipe de Jacques Parizeau reste à court d'une majorité, seulement 36 % des personnes interrogées se déclarant favorables à l'option souverainiste. Un francophone sur deux s'y oppose.

La région de Québec est la plus souverainiste des trois grands ensembles avec 34 % de gens prêts à voter OUI, par rapport à 29 % pour la région montréalaise et 30 % pour le reste de la province.

Les Québécois s'opposent à 55 % à ce qu'un gouvernement péquiste pose les premiers jalons en vue d'une accession éventuelle à la souveraineté, ce qui constitue un raffermissement de cette opposition par rapport au début de la campagne où cette position était partagée par un Québécois sur deux.

À la question « S'il est porté au pouvoir le 12 septembre, seriez-vous pour ou contre le fait que le Parti québécois renonce à son intention de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec? », 45 % des sondés répondent donc que le nouveau gouvernement doit renoncer à sa consultation, soit exactement autant que ceux qui estiment qu'il devrait respecter son engagement. Seulement une personne sur dix demeure sans opinion sur ce sujet.

Méthodologie du sondage

Le sondage a été réalisé par LE SOLEIL et THE GAZETTE par SOM entre le 6 et le 8 septembre 1994. Au total, 1008 entrevues ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec.

La collecte des données a été réalisée par des interviewers professionnels à partir des centraux téléphoniques de SOM à Montréal et Québec et était assistée par ordinateur. Au total, jusqu'à huit appels ont pu être faits pour tenter de joindre les ménages sélectionnés. Tous ceux qui ont refusé de participer ont été systématiquement rappelés de façon à éliminer les refus contextuels. La répartition des entrevues est la suivante: 453 entrevues dans la région de Montréal, 300 entrevues dans la région de Québec et 255 entrevues ailleurs au Québec.

On estime le taux de réponse obtenu à 61 % alors que le taux de personnes qui n'ont pu être jointes au cours de la période d'enquête se situe à 23 % et la proportion de refus à 16 %.

Les données ont été pondérées, pour assurer une représentativité parfaite de l'échantillon, en fonction de la distribution de la population selon l'âge, le sexe et la langue maternelle d'après les dernières statistiques de recensement disponibles et bien sûr selon l'importance numérique des différentes régions.

Compte tenu de l'effet de pondération, on estime la marge d'erreur maximale au niveau de confiance de 95 % sur une proportion estimée pour l'ensemble à 3,6 %. Pour les questions sur les intentions de vote, on a procédé à une répartition proportionnelle des indices sans recourir à des techniques sophistiquées de reclassement.

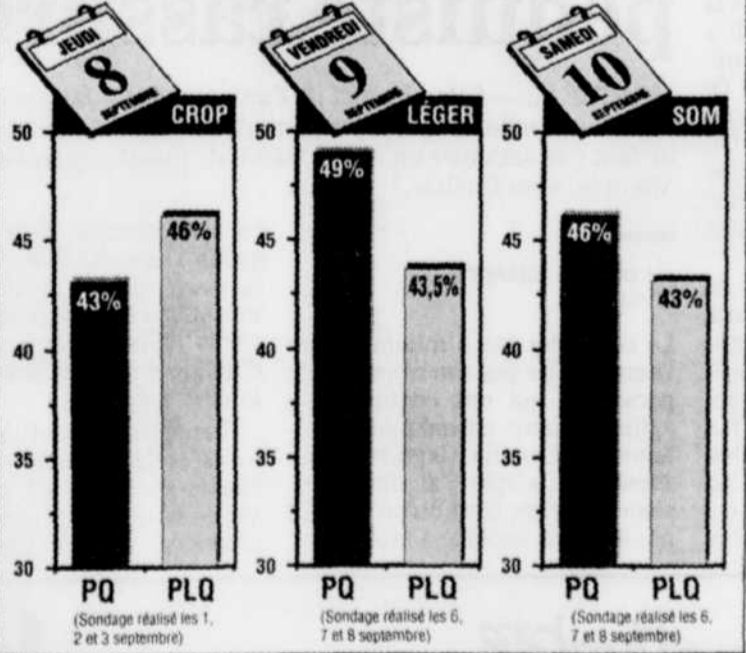
Gilles Therrien
Président
SOM



La région de Québec est la plus souverainiste des trois grands ensembles avec 34 % de gens prêts à voter OUI, contre 29 % pour la région montréalaise et 30 % pour le reste de la province.

Les sondages de fin de campagne

QUESTION: Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour le candidat de quel parti voteriez-vous?



Infographie, LE SOLEIL



En début de campagne, le ministre libéral de l'Industrie Gérard Tremblay a présenté un programme commenté du Parti québécois. Une bonne idée puisque ce sondage SOM démontre que 30 % des électeurs se fient au programme des partis pour faire leur choix.

Les électeurs ne sont pas dupes des promesses

QUÉBEC — Même s'ils s'apprentent à voter majoritairement pour le Parti québécois, les électeurs évaluent que ce parti n'est ni meilleur, ni pire que le Parti libéral pour faire face aux problèmes les plus sérieux. Quant au respect des promesses, le scepticisme est de bon aloi.

D'abord interrogés sur les facteurs les plus importants influençant leur décision de voter pour l'une ou l'autre des formations ou des candidats en lice, les Québécois placent les programmes en tête de liste (30 %), suivi de la qualité des candidats (24 %), de l'option souverainiste ou fédéraliste (17 %), du bilan du gouvernement (11 %) et enfin du chef (9 %).

Toutefois, même si le programme proposé par une formation ou un candidat constitue le déterminant perçu comme le plus fort, une personne sur deux estime que le prochain gouvernement ne respectera guère ses engagements, qu'il soit péquiste ou libéral.

Les sceptiques forment un bloc de 55 % dans le cas d'un gouvernement Johnson et de 49 % dans l'hypothèse d'un gouvernement Parizeau. L'écart se rétrécit à trois points chez les

gens confiants de voir le prochain gouvernement honorer l'essentiel de ses promesses, soit 39 % contre 36 % à l'avantage des péquistes.

La création d'emploi et le redressement de l'économie demeurent aux yeux des Québécois le problème de l'heure, étant jugé quatre fois plus important que la question des taxes et du déficit, et cinq fois plus que la question nationale.

Quant au parti le plus apte à régler les problèmes les plus importants, les électeurs évaluent que péquistes et libéraux se valent.

À la question « Entre les deux principaux partis, quel est celui qui traite le mieux des sujets qui sont les plus importants pour vous? » le PQ et le PLQ obtiennent exactement la même cote, soit 37 %. Un électeur sur quatre ne sait que répondre...

CHEVROLET LUMINA VAN 1994

Plusieurs modèles en inventaire

7 passagers AIR CLIMATISÉ

309⁹⁴\$ par mois

Prêt-rachat Royal

PAYEZ MOINS UN POINT C'EST TOUT!

PRIX MINIMUM MAXIMUM VALEUR

FOURNIER CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND. TÉL.: (418) 687-5170

ÉLECTIONS 94



Pierre-F. Côté mijote une petite révolution pour le prochain suffrage

QUÉBEC (PC) — S'il n'en tient qu'au directeur général des élections, le scrutin de lundi pourrait être le dernier à se tenir sous sa forme actuelle.

Dans une interview à la Presse canadienne, M. Pierre-F. Côté a indiqué qu'il proposerait au prochain gouvernement du Québec trois changements de taille au mode actuel, dont une modification au bulletin de vote qui pourrait prendre l'allure d'une petite révolution.

Comme cela se fait au Mexique, on proposerait la photo de chaque candidat soit imprimée sur le bulletin de vote afin de faciliter pour les analphabètes du Québec l'exercice de leur devoir.

Puis, après en avoir fait l'expérience une seule fois, on suggérerait l'abolition de cette toute nouvelle disposition de la loi électorale qui permet aux formations politiques d'obtenir le remboursement de la moitié de leurs dépenses. Le Québec est la seule province au pays à traiter aux petits oignons ses partis politiques et ce n'est pas nécessaire d'aller jusque-là, soutient M. Côté.

M. Côté propose d'abord d'éliminer près de 3 millions \$ qui seront versés aux libéraux et aux péquistes à titre de remboursement de la moitié des dépenses électorales des partis. Disposition qu'il trouve injustifiable.

Déjà que le régime britannique facilite le bipartisme, il ne faut pas renchériser en aidant davantage financièrement des partis politiques, qui recueillent chaque année des millions dans le grand public. « Il faut s'interroger sur les tiers partis. Est-il illusoire et est-on sérieux quand on dit qu'on a la liberté de mettre sur pied un parti politique ? Est-ce qu'on veut qu'on continue de cette façon-là ? Est-ce que ce n'est pas peser un peu trop sur le crayon quand on regarde qui en profite ? » demande M. Côté.

Finalement, pour éviter des recensements redondants et coûteux, le directeur revient avec son projet de création d'un fichier informatisé des électeurs — une liste électorale permanente — qui ferait épargner des centaines de milliers de dollars aux contribuables. Cet important dispositif pourrait être mis en place pour le référendum sur la souveraineté.

L'AGENDA

Voici quelques-unes des activités prévues au calendrier des partis politiques aujourd'hui:

(PC) — Le chef du Parti libéral et premier ministre du Québec, Daniel Johnson, fait campagne dans la région de Montréal aujourd'hui et demain.

Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, fait relâche aujourd'hui et termine la campagne dans son comté de L'Assomption demain. Quant au chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, il concentre ses efforts dans Rivière-du-Loup.

La voix de Johnson, argument électoral

Le chef libéral profite de sa laryngite pour dénoncer les silences du leader du PQ

MONTRÉAL — En campagne électorale, la voix est un instrument mis à rude épreuve. Et c'est pour avoir utilisé son « muscle » vocal plus souvent que son adversaire Jacques Parizeau, « qui évite les entrevues », que Daniel Johnson a perdu la voix pour une deuxième fois depuis le début du combat électoral, expliquait-il non sans humour hier.

textes de GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

M. Johnson a expliqué que c'est la laryngite qu'il avait rendu aphone en milieu de campagne qui l'a rattrapé, jeudi soir, au terme d'une journée particulièrement infernale au cours de laquelle il a accordé cinq entrevues à la radio et la télévision, pris la parole devant la jeune Chambre de commerce et devant une assemblée partisane. Sans compter le véritable pavé dans sa mare que constituait la publication de la lettre du ministre des Finances fédéral, Paul Martin, sur l'utilisation du programme d'infrastructures.

« C'est un muscle, les cordes vocales. Et moi, contrairement à Jacques Parizeau, je rencontre les équipes éditoriales (des journaux). Je rencontre les gens qui m'invitent, je dis oui aux confrontations et à la succession d'entrevues à Radio-Canada et ailleurs. Alors mes cordes vocales fonctionnent un peu plus que les siennes. »

Hier matin, M. Johnson a dû

annuler trois autres entrevues radiophoniques qui étaient inscrites à son horaire avant de retourner chez son médecin qui lui a prescrit de nouveau des antibiotiques. Il a ensuite participé à l'émission *Première ligne*, à TVA.

La voix éraillée, le premier ministre semblait fatigué et cachait mal son agacement devant certaines questions qui reviennent comme un leitmotiv sur les lignes ouvertes, notamment sur les listes d'attente dans les hôpitaux. « Il y a des choses qui marchent bien, d'autres qui marchent moins bien. On essaye de les corriger », s'est défendu le premier ministre.

« Alors, c'est à votre goût ? » de l'interrompre l'animateur, François Paradis. « Ça ne marche jamais au goût du monde qui veut tout, tout de suite », réplique le chef libéral avant de préciser que c'était « la question la plus étrange » qu'il ait eue dans sa vie.

« Alors, donnez-moi une réponse étrange », reprend l'animateur. « Ma réponse ne sera pas étrange. Je vais vous dire que ma responsabilité, c'est de m'assurer que les services qu'on donne sont

des services de qualité avec les moyens qu'on a, à moins qu'on fasse comme les péquistes, autrefois, et qu'on emprunte à tour de bras » pour se donner des « services gras durs », de conclure un Daniel Johnson impatient.

La « démesure » de Parizeau

Le chef libéral est par ailleurs

revenu à la charge pour critiquer la réaction de son adversaire péquiste à la lettre du ministre fédéral Paul Martin sur les infrastructures. « C'est un épisode qui a démontré que Jacques Parizeau fait preuve d'un manque de jugement flagrant. La démesure, l'exagération de sa réaction à un pro-

blème technique, une punaise et même moins qu'un point, ça, m'inquiète au plus haut point ».

Pour Daniel Johnson, quel qu'un qui veut devenir chef de gouvernement doit faire preuve d'une plus grande mesure dans ses réactions. Mais lorsqu'on lui demande s'il est normal qu'un ministre des Finances appose sa signature à une lettre sans la lire, Daniel Johnson se fait cinglant et rétorque : « Demandez-lui ce qui est arrivé dans les faits ».

Le chef libéral estime que M. Parizeau a fait du « cinéma en cinémascope et en couleurs » pour un problème qui s'est réglé en « 240 secondes ». M. Martin s'est aperçu qu'il y avait « une erreur et s'est excusé ». Bref, s'il faut en croire le chef Johnson, tout cela n'était qu'une « niaiserie de fonctionnaires ».

De là, à faire le lien avec les capacités d'un Jacques Parizeau qui « fait le procès du fédéralisme et déchire ses vêtements sur la place publique pour une niaserie de négociation à l'amiable la séparation de l'actif de la fédération, il n'y a qu'un pas que Daniel Johnson n'hésite pas à franchir. « On va aller partager les actifs et utiliser la monnaie canadienne et ça ne fera pas de problèmes ? Ça ne coûtera rien ? Dans quel sorte de film de science-fiction est-ce qu'il vit, cet homme là ? »

Séparatistes exclus

GRANBY — Le premier ministre Daniel Johnson a sérieusement nuancé hier soir son engagement de représenter tous les Québécois en excluant « ceux qui veulent séparer le Québec du reste du Canada ».

Le chef libéral, qui prenait la parole à Granby a soutenu que voter pour le Parti libéral c'est « voter pour un gouvernement qui représentera tous les Québécois, sauf évidemment ceux qui veulent séparer le Québec du reste du Canada ».

Mercredi, à Saint-Raymond, M. Johnson avait pourtant pris l'engagement, s'il est réélu, de prendre en compte les revendications de tous les Québécois en matière constitutionnelle. « Ceux qui sont souverainistes, indépendantistes ou séparatistes, manifestent, d'une façon radicale, un besoin de changement, avait-il dit. Le gouvernement et un premier ministre doivent tenir compte de cette volonté de changement. »

Hier soir, M. Johnson a virtuellement exclu le tiers des Québécois de cet engagement solennel. Les derniers sondages indiquent en effet que 30 % des Québécois sont favorables à la souveraineté du Québec.

La déclaration du premier ministre a surpris d'autant plus qu'il venait tout juste de reprocher au chef du PQ, Jacques Parizeau, de ne représenter que ceux qui ne partagent pas son option.

Parizeau comprend les électeurs «qui ont le goût de zapper»

MONTRÉAL — Le chef du Parti québécois Jacques Parizeau comprend ceux qui ont envie de « zapper » dans cette campagne électorale qui achève et il songe à modifier la loi électorale pour raccourcir la durée des campagnes.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Alors qu'il complétait sa dernière visite d'usine chez Consumer's Glass dans le comté de Saint-Henri-Sainte-Anne, M. Parizeau a souligné qu'une campagne de 50 jours, c'est beaucoup trop long et qu'il faudrait sans doute revoir la loi électorale pour ramener ça à 30 jours. « Je ne prends pas d'engagement mais 50 jours, c'est trop long » de dire le chef péquiste.

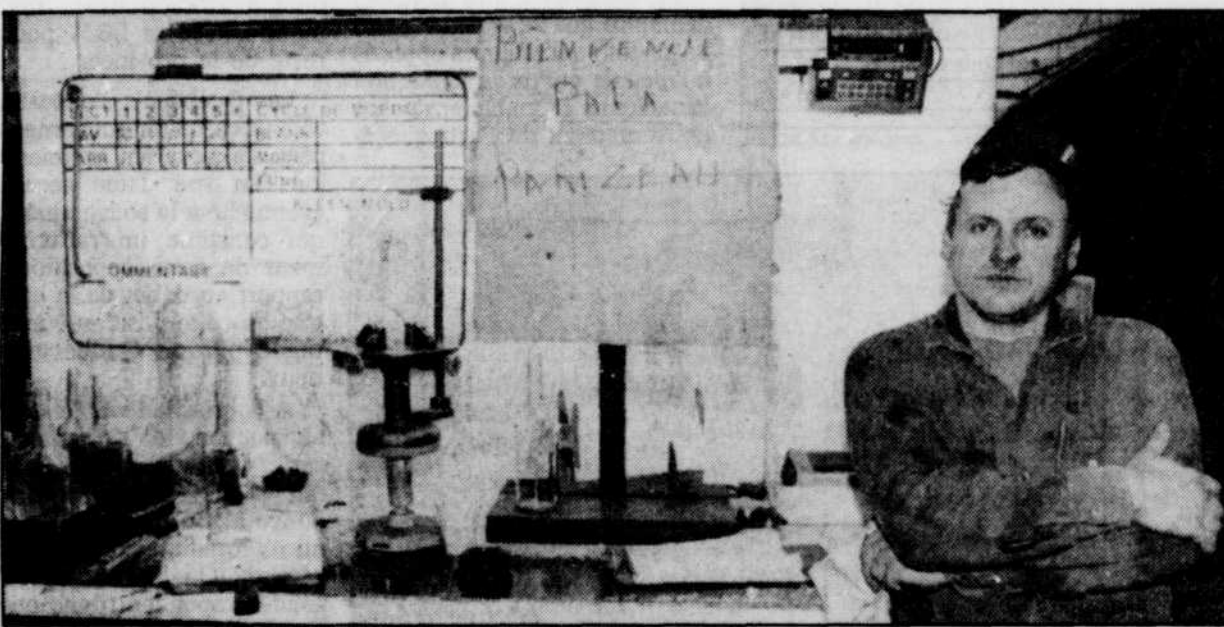
Il a rappelé que la campagne de 1976 avait duré une trentaine de jours et « on se demande si les jours additionnels ne nuisent pas à la perception des gens plus qu'autre chose. J'ai l'impression que chaque fois que les citoyens et citoyennes voient nos têtes à la télévision, ils ont le goût de zapper ».

La loi électorale du Québec prescrit que l'élection se déroule le sixième lundi suivant l'émission des brefs, si elle est déclenchée en début de semaine, et le septième lundi si l'appel aux urnes est déclenchée un jeudi ou vendredi. Elle prévoit également un recensement à une période fixe à partir de la date des élections.

Les gais devront attendre

Par ailleurs, un gouvernement péquiste ne va pas se précipiter pour permettre de bénéficier des mêmes avantages sociaux que les autres citoyens même s'il croit que le Québec doit aller dans cette direction. Selon le chef péquiste il faut éviter de brusquer la population et surtout, éviter de répéter l'expérience de l'Ontario qui s'est « cassée la figure » en voulant reconnaître pleinement les droits des gais en terme de congés, de fonds de pensions etc.

M. Parizeau commentait des



« Bienvenue papa Parizeau » avait indiqué un employé de l'usine visitée par le chef péquiste hier.

recommandations de la Commission des droits de la personne de juin. « Il faut aller aussi vite que la société veut aller. Il ne faut pas la brusquer en allant trop vite. On va y arriver quand on va y arriver sans être obligé de reculer. On n'a pas l'intention de se casser la figure comme le gouvernement Rae l'a fait en Ontario il y sept ou huit mois. Il faut faire preuve d'une prudence élémentaire pour éviter le backlash. »

Appelé à commenter le rôle des fédéraux au cours de cette campagne M. Parizeau a constaté qu'ils avaient été très tentés d'intervenir mais qu'ils ont compris que « la sagesse est dans le retrait ». Il a donné l'exemple du premier ministre Jean Chrétien qui disait de voter pour Daniel Johnson pour faire baisser les taux d'intérêt. Or, la Banque du Canada a abaissé son taux pour la huitième semaine consécutive durant la campagne électorale.

Il rendu hommage au chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, qui a mené, dit-il, une campagne très active avec plus de 100 activités mais en retrait de la campagne du PQ comme cela s'est fait aux dernières élections fédérales. « En 1993 j'ai fait la campagne fédérale en retrait, en 94 c'est lui qui l'a fait, en 1995 on va faire la cam-

pagne référendaire la main dans la main. »

Le chef du PQ a complété sa journée en entrevue avec l'animateur radiophonique Gilles Proulx à CJMS à qui il a affirmé qu'il demeurerait confiant de remporter le référendum si bien que le « Québec sera un pays normal dans un an ». Selon lui, les négociations constitutionnelles sont terminées à tout jamais pour le

Canada anglais, comme le démontre un récent sondage qui affirme que seulement 18 % des Canadiens veulent de la société distincte.

M. Parizeau a fait une analogie entre le désir des Québécois de contrôler leurs impôts et le Boston Tea Party qui a présidé à l'indépendance des Etats-Unis. « C'est quoi administrer nos impôts ? fait-il valoir.

Québec la capitale : le chef péquiste rassure Montréal

MONTRÉAL — Selon le chef du Parti québécois Jacques Parizeau la ville de Québec ne sera pas une demi-capitale, mais il ne faut pas anticiper un exode massif de fonctionnaires de Montréal vers Québec.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Le chef péquiste a minimisé hier l'ampleur de ces mouvements de personnel qui ont commencé à agiter certains chroniqueurs, notamment Lysiane Gagnon de *La Presse*. « Ce que j'ai dit à plusieurs reprises c'est qu'on ne peut pas être une capitale à moitié, que

ce sera comme dans n'importe quelle autre capitale et, qu'après la souveraineté, la direction des ministères et de la plupart des sociétés d'État va être à Québec » d'indiquer dans un premier temps le chef péquiste.

Cependant, fait-il remarquer, « c'est relativement très peu de choses en terme de nombre. Je vais vous donner un exemple : j'ai protesté, il y a deux ans, quand on

a envoyé à Québec la direction des négociations dans le secteur public, rattachée au Conseil du Trésor. Quand je vois le président de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain, David Powell, protester contre des gestes comme ceux-là qui servent à affirmer Québec comme capitale, alors qu'en terme d'emplois ça n'enlève à peu près rien à Montréal, c'est imperceptible, je dis svp, n'exagérons pas. Je comprends qu'on arrive à la fin d'une campagne électorale mais je dis 'prenons une grande respiration' ».

Élections 94



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte

Pour de plus amples renseignements, composez sans frais, de 9 h. à 22 h. 7 jours par semaine

de l'extérieur
de Québec

1 800 461-0422

de la région
de Québec

528-0422

Les personnes sourdes
ou malentendantes

1 800-537-0644

le 12 septembre,
je vais voter en faisant soit
un X, une +, une V ou un —
sur mon bulletin de vote.



ÉLECTIONS 94



**Assistés :
changement de
programme**

MONTREAL — Il n'est pas acquis qu'un gouvernement péquiste va revoir les prestations d'aide sociale de 67 000 ménages le 1er octobre. Jeudi à Montréal alors qu'il était interrogé spécifiquement sur cette compression qui touche 85 000 personnes qui refusent de participer à des programmes d'employabilité, le chef péquiste s'était engagé à revoir tout ça affirmant que ça n'a pas de bon sens de mettre un terme à ce programme à trois semaines d'avis. Or, selon son chef de cabinet, Hubert Thibault, le chef du PQ voulait plutôt parler du programme PAIE (le Programme d'aide à l'intégration à l'emploi) qui va prendre fin prématurément parce que la caisse est presque épuisée. PAIE accorde le salaire minimum durant 35 heures aux assistés qui acceptent de travailler durant six mois dans un organisme à but non lucratif. C'est la plus importante mesure de retour au travail. Quant à la réduction qui varie de 4 \$ à 63 \$ et effective le 1er octobre le PQ s'engage tout au plus à la regarder de près. « On ne prend pas d'engagement ferme, sinon de regarder ça. Je ne sais pas combien d'argent ça signifie, 5, 10 ou 30 millions \$ ».

**Dumont entend ravir une
demi-douzaine de comtés**

QUÉBEC (PC) — À trois jours du scrutin, le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, regarde avec espoir au moins une demi-douzaine de circonscriptions électorales qui, selon lui, pourraient causer « une grosse surprise » aux observateurs politiques québécois lorsqu'on y aura compilé les bulletins de vote.

« On ne gagnera pas avec des majorités de 7000 voix, mais on est optimiste », a déclaré M. Dumont en entrevue à la Presse canadienne.

Le jeune chef de parti de 24 ans a même fourni une liste de circonscriptions à surveiller de très près le soir du 12 septembre, et où il croit possible une victoire du candidat de l'ADQ.

D'abord celle de Rivière-du-Loup, où il se porte lui-même candidat. Les « deux vieux partis », selon M. Dumont, ont senti la soupe chaude dans ce comté au point que les chefs Daniel Johnson, Jacques Parizeau et même Lucien Bouchard, ont cru bon venir donner un coup de main à leur candidat.

Ils ont ainsi brisé une règle non écrite selon laquelle un chef de parti ne fait jamais campagne dans la circonscription où se présente un autre chef de parti.

M. Dumont a aussi cité le cas du comté d'Argenteuil où le maire de Mirabel, Hubert Meilleur, porte les couleurs de l'Action démocratique. Dans sa liste de circonscriptions à surveiller, le chef de l'Action démocratique a aussi cité celles de Champlain, de Gaspé, de Bonaventure et des Chutes-de-la-Chaudière.

Par ailleurs, le chef de l'Action démocratique juge que le boycottage dont il a fait l'objet de la part des trois grands réseaux lors du débat télévisé des chefs aura eu des retombées positives, en soulevant des sympathies à son endroit.

« Mais les retombées auraient été plus positives encore si j'avais été là et que j'avais fait valoir mes idées pendant une heure et demie », a-t-il ajouté, en passant sous silence l'affaire Moncef Guitouni, président déchu de son parti, forcé de quitter pour sa manière particulière d'enrégimenter ses adeptes.

M. Dumont s'est déjà fixé un nouvel objectif pour l'après-12 septembre : solidifier les bases de son parti. « Il faut semer pour la prochaine élection », a-t-il dit.

Dépenses
D'autre part, M. Dumont a révélé que l'Action démocratique aura investi quelque 400 000 \$ dans la campagne électorale. Il s'est dépensé environ 3000 \$ dans chaque circonscription où l'ADQ a présenté un candidat mais dans certains comtés, on a presque atteint le maximum des dépenses permises. C'est le cas dans Rivière-du-Loup (29 000 \$) et dans Argenteuil (38 000 \$).

L'humour de Mordecai ne fait pas rire...

MONTREAL (PC) — Mordecai Richler a appris à ses dépens que l'humour peut parfois contrevenir à la loi électorale. L'écrivain anglophone montréalais s'est fait confisquer par la police les tracts qu'il faisait distribuer à la sortie d'une station de métro et qui se moquaient du candidat péquiste dans Verdun, Richard Holden. C'est que la loi interdit aux citoyens d'engager des dépenses électorales sans passer par l'agent d'un parti. Les tracts dépeignent ironiquement Holden comme un « homme intègre ». « Lorsque Diogène, aveugle, est parti, lanterne à la main, à la recherche d'un homme honnête, c'est assurément Richard Holden qu'il cherchait », lit-on dans la brochure. « J'ai l'impression que la blague va coûter plus cher que je pensais », a déclaré l'écrivain.

**Aider son enfant
en lecture
et en écriture**



Docteure Réjeanne Fiset
Spécialiste en enseignement de la lecture
Si aucune mesure efficace n'est prise à temps, les problèmes s'accumuleront. Votre enfant prendra du retard en lecture et en écriture. Ces difficultés se répercuteront sur sa confiance en lui-même, son intérêt pour l'école et sur sa vie sociale.

**DE LECTURE
ET D'ÉCRITURE**
2406, ch. des Quatre-Bourgeois, bureau 103
Québec (418) 652-9900
Montréal (514) 273-4673
Trois-Rivières (819) 373-4032

Inscription des maintenant

COURS INTENSIFS

Quelques places de disponibles 7 à 14 semaines jour ou soir 12 sept.

ÉLECTROLYSE

ESTHÉTIQUE

**cours de
massage suédois**

**soins des pieds
spécialisés
cosmétologie**

**RABAIS
EXCEPTIONNELS**

**Plus de
30 ans
d'expérience**

**ÉCOLE
ÉDITH SEREI**

839, Saint-Joseph Est
(418) 522-0134
1-800-561-0857

**PSYCHOTHÉRAPIE
intensive**

- Dépression, burn-out
- Faible estime de soi
- Angoisse, panique
- Psychosomatisme
- Stress professionnel
- Problèmes sexuels

Hélène Matte psychologue
525-8861

**LA NEURO
LINGUISTIQUE**

L'art de communiquer,
influencer, exceller

**La PNL suscite votre curiosité ?
Profitez de l'automne pour :**

Formation de base en PNL (30 h) sur 2 fins de sem. (sept. et oct.) à Québec
Formation de praticien(ne) en PNL sur 8 fins de sem. (nov. 94 à juin 95)
Avec des professionnels reconnus

AUSS!

Séance gratuite d'information
Les 14 et 19 septembre à 19 h 30
(Réservez vos places)

INF.: 527-2141
Françoise Marcotte M. Ed. + PNL

RÉSEAU PNL QUÉBEC
820, Casot, Québec

INFO-DIVORCE

CONFÉRENCES SUR LES IMPACTS DU DIVORCE

Le mercredi à 19 h 30 aux dates suivantes :

- 5 oct. **LE DIVORCE ET LE COUPLE** Linda Bérubé, t.s.
- 12 oct. **LE DIVORCE ET LES ENFANTS** Gisèle Chouinard, ts.
- 26 oct. **LE DIVORCE ET LA LOI** Danielle Lambert, avocate
- 2 nov. **LE DIVORCE ET L'ARGENT** Robert Parthenais, Planif. Fin.

Coût : 75 \$ taxes incluses pour les 4 conférences, 25 \$ par conférence

Lieu : Centre de médiation familiale Iris
201, Grande Allée Est, 3e étage, Québec

Information et réservation au 648-2832

Soirées d'information gratuites sur nos services de consultation et de médiation tous les 2e mardis du mois à 19 h 30. Sur réservation.

**Clinique d'ophtalmologie
Dr J.R. Clément m.d.**

C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.
ophtalmologiste

Traitement de
la myopie
et de l'astigmatisme
au
LASER

**VERRES
DE
CONTACT**

PLACE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

Johnson Brothers

VENTE DE BLANC

Liquidation* des modèles blancs signés Johnson Brothers

4 couverts 20 morceaux
à partir de **69\$**



* Liquidation sur marchandise en stock seulement.

MODÈLES EN LIQUIDATION :

Regency, Athena, Richmond,
Heritage, Quadra

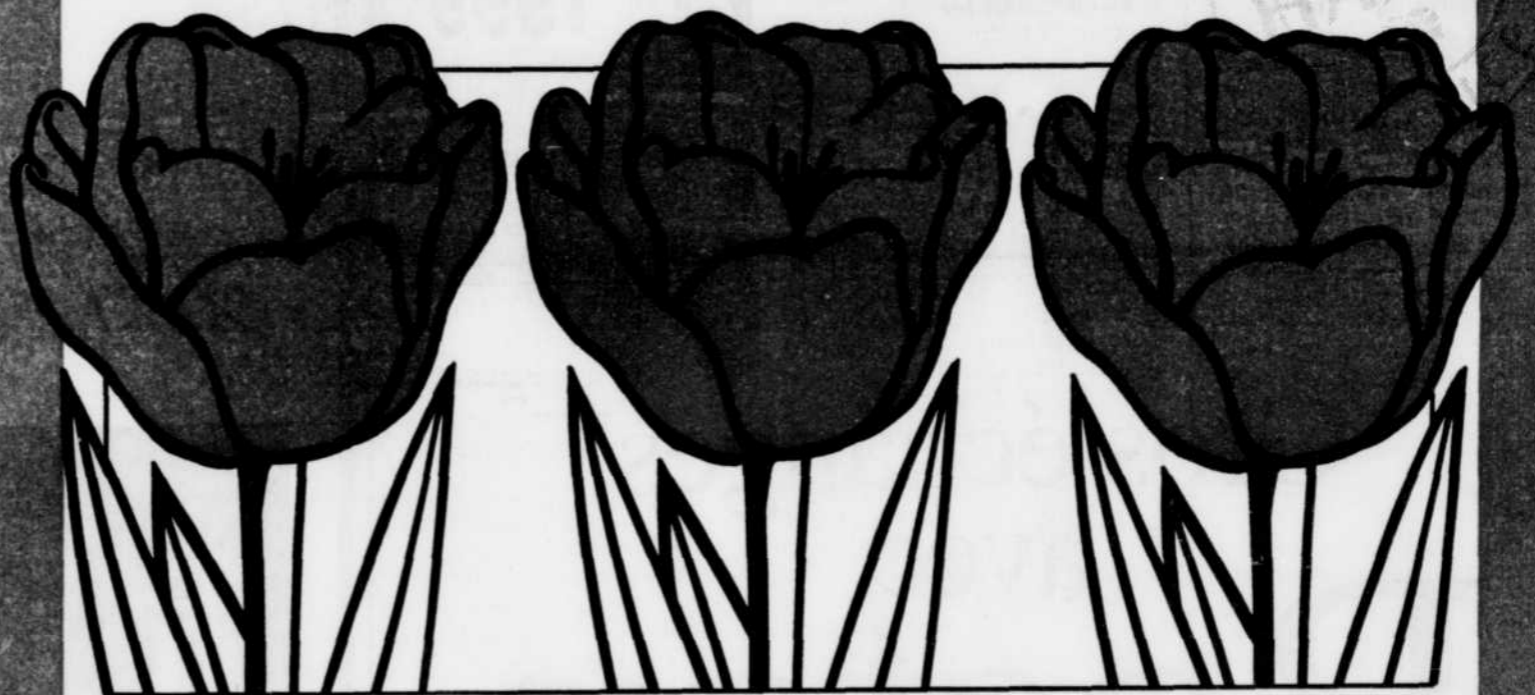
Renaud, le magasin qui, depuis plus de 100 ans, vous offre le plus beau choix de vaisselle, verrerie et coutellerie à Québec.

Renaud & cie
82, rue Saint-Paul
692-0122

Ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h; samedi, de 9 h 30 à 16 h 30

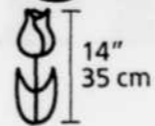
**Tendances
printemps '95**

POUR PLANTATION IMMÉDIATE



Tulipes Angélique 4,99

floraison hâtive 14" 35 cm Paquet de 10 bulbes



**BOÎTE DE 50 BULBES
DE TULIPES DARWIN
COULEURS
EN MÉLANGE**

11,99

**215 VARIÉTÉS DE BULBES À FLEURS
TULIPES, NARCISSES,
JACINTHES, CROCUS,
MUSCARIS, PERCE-NEIGE, ETC.**

Prix en vigueur jusqu'au 12 septembre 1994 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.



**centre jardin
HAMEL**



**LES CONSEILS
DE GAËTAN HAMEL**

LES TULIPES

- PLANTER ENTRE 15-20 CM DE PROFONDEUR ET ESPACER DE 10 CM.
- UTILISER LES OS MOULUS 2-11-0 DU CENTRE JARDIN HAMEL LORS DE LA PLANTATION.
- PLANTER DE SEPTEMBRE JUSQU'À LA FIN OCTOBRE.
- PLANTER EN MASSIF DE COULEUR (DE 10 À 30 BULBES), LES TULIPES OFFRENT SOUVENT UN MEILLEUR EFFET QUE DISSÉMINÉES DANS VOS PLATES-BANDES.

Heures d'ouverture :
Lundi-mardi-mercredi : 9h00 à 17h30
Samedi : 9h00 à 17h00
Dimanche : 10h00 à 17h00

ANCIENNE LORETTE
6029, boul. Hamel

BEAUPORT
1350, boul. des Chutes

LÉVIS
4800, boul. de la Rive-Sud

CHARLESBOURG
1169, 80^e rue Est

SAINTE-FOY
Halles de Sainte-Foy

ÉLECTIONS 94

Les comtés chauds de Montréal (5)

Sauvé ou la guerre des étoiles

Lundi soir, l'ouest de l'île de Montréal risque de rester « rouge » et le sud-est de la ville un bastion péquiste. Il n'en demeure pas moins que libéraux et péquistes se livrent des batailles acharnées dans quelques-unes des 30 circonscriptions de l'île de Montréal. LE SOLEIL s'est intéressé de près à cinq d'entre eux cette semaine. Pour conclure aujourd'hui, la circonscription de Sauvé.

MONTRÉAL-NORD — Jadis représentée par le péquiste Jacques-Yvan Morin, la circonscription de Sauvé fait l'objet d'une convoitise par deux candidats qui, chacun de son côté, se vantent d'être plus connus que l'autre.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

D'abord élu à l'élection partielle de 1984 (tenue à la suite de la démission de Jacques-Yvan Morin), le libéral Marcel Parent a ensuite remporté des victoires en 1985 et 1989 dans ce comté qui regroupe la majeure partie de la ville de Montréal-Nord.

Aux dernières élections, M. Parent l'emporta par 5007 voix sur son adversaire péquiste de l'épo-

que. Au référendum sur l'Accord de Charlottetown, 51 % de l'électorat de Sauvé (composé à 72 % de francophones, 12 % d'Italiens et 10 % d'Haïtiens) a dit OUI à l'entente pourtant rejetée par les Québécois.

Aujourd'hui, les analystes prétendent que Sauvé est l'un des comtés les plus chaudement disputés à Montréal, quoique l'on accorde une mince avance à M. Parent. Au PQ, on classe Sauvé parmi les comtés où un changement d'allégeance est hautement probable.

Marcel Parent reconnaît que

l'humeur de l'électorat n'est pas celle de 1985 ou 1989. C'est pourquoi il consacre entre 12 et 15 heures par jour à rencontrer, un à un, ses électeurs, qu'il appelle ses « amis ».

Entre deux séances de porte-à-porte, il avoue au SOLEIL toute sa confiance d'être réélu. « Ce n'est pas pour me vanter, mais je dois dire que j'ai été, depuis 1984, un député présent dans le comté. » Le voilà qui commence à énumérer la série de postes qu'il a occupés dans la communauté. « Mon bilan, je ne le cache pas », ajoute-t-il en rappelant la dizaine de millions \$ investis dans les infrastructures publiques et remis aux organismes communautaires.

« Marcel Parent n'aura été qu'un père Noël dans Sauvé », critique son adversaire péquiste, Jean-Pierre Bélisle, un comptable agréé à l'emploi du Mouvement Desjardins. « C'est bien beau distribuer des subventions, mais



Marcel PARENT



Jean-Pierre BÉLISLE

qu'a-t-il fait pour remettre les chômeurs de Sauvé au travail ? »

M. Bélisle, qui mise aussi sur le fait qu'il est un « gars de la place », se demande pourquoi le député vante son bilan, alors que le taux de chômage à Montréal-Nord est de 30 % et qu'il atteint 50 % dans certains quartiers défavorisés.

Le candidat péquiste, qui promet, s'il est élu, de garder son bureau de comté ouvert deux soirs par semaine et de faire du porte-à-porte un jour par mois, croit que la majorité obtenue par M. Parent va fondre comme neige au soleil le 12 septembre « si nous réussissons à faire sortir notre vote ». Il

jure qu'il va voler des votes à Marcel Parent, notamment chez les personnes âgées et les Haïtiens, « qui ne seraient pas nécessairement venus au PQ », parce qu'il est « aussi connu » dans le comté que le député sortant.

Marcel Parent s'esclaffe lorsqu'on lui rapporte que le vote haïtien pourrait tourner au « bleu ». Sortant d'un tiroir un dépliant sur lequel il est photographié avec le président en exil d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, M. Parent déclare : « Le candidat péquiste ne sait sans doute pas que mes collègues à l'Assemblée nationale m'appellent le député des Haïtiens ! ».

Cet automne, réchauffez votre intérieur avec nos nouvelles collections de meubles et accessoires tout rotin



ENSEMBLE 3 PIÈCES STYLE ANTIQUE

1 causeuse, 1 table de centre, 1 chaise

Disponible en 4 couleurs : naturel, vert forêt, brun antique, miel doré

Photo à titre indicatif, styles variés

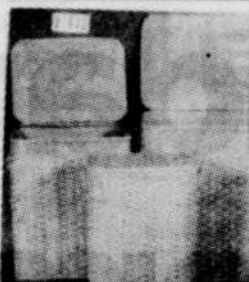
575\$



CHAISES BLANCHES

à partir de

69⁹⁵\$

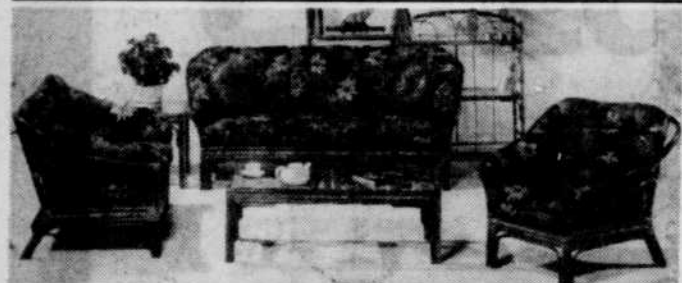


MALLES À LINGE

à partir de

19⁹⁵\$

naturel et blanc



ENSEMBLE COLLECTION MAUI

MAINTENANT DISPONIBLE EN VERT FONCÉ ET BOURGOGNE

sofa, causeuse, chaise, table à café, table de côté, rotin de première qualité, coussins imperméabilisés

à partir de 1999\$

Le plus vaste magasin de rotin à Québec
STATIONNEMENT PLACE CARTIER (2 heures gratuites avec achat)

LA MAISON DU ROTIN

• Photos à titre indicatif • Styles variés

740, BOUL. CHAREST EST (PLACE CARTIER) QUÉBEC 647-1997

NOUVEAU

UNE MAISON VICTORIENNE
Terrain boisé inclus
à partir de

125 000\$

Terrains boisés à partir de 30 000 \$

VERBOIS 842-7405

SP

séminaire saint-françois

Méritas 94

Félicitations aux élèves méritants pour l'année scolaire 1993-1994: Geneviève Larose (médaillé du SSF), Jean-David Gaudreau (médaillé du Gouverneur-Général), Hubert Tremblay (prix du Lieutenant-Gouverneur). Merci à M. Chatigny, maire de Cap-Rouge, qui a présidé la cérémonie du Méritas scolaire '94.

Félicitations aux élèves qui se sont mérités une bourse de la Fondation Victorin-Germain: Louis-Philippe Doré, Marie-Pierre Mercier, Marie-Eve Cossette, Francis Larivière, Jasmin Lemieux-Lefebvre, Simon-Pierre Julien, Caroline Langis. Merci à M. Côte, maire de Saint-Augustin-de-Desmaures, qui a présidé le Mérite scolaire '94.

Félicitations à tous nos élèves qui ont été sélectionnés comme meilleurs athlètes pour l'année 1993-1994: Christina Bernier, Martin Rivard, Martin Maltais, Sylvain Bouchard, Geneviève Voyer, Amy Mackay, Zacharie Godbout St-Pierre.

Félicitations à nos anciens de Lilliammer qui ont présidé le Mérite sportif 1994: Louis Grenier, Patrick Bouchard, Gaétan Boucher, Caroline Olivier, Sylvain Bouchard.

Félicitations aux élèves qui ont été mis en nomination pour le prix du Gata culturel '94: Hubert Tremblay, Jasmin Lemieux-Lefebvre, Guillaume Thériault.

CULTURE 1994

UN ESPRIT SAIN DANS UN CORPS SAIN

4900, Saint-Pélie, Saint-Augustin, (Québec) G3A 1X3 Tél.: (418) 872-0611 • Télécop.: (418) 872-5845

Gros échanges avec Boston

Vous faites des échanges avec Boston. Par affaires, bien sûr. Et aussi par plaisir, évidemment. Alors, vous apprécierez nos vols Québec-Boston, service et confort inclus.

VOLS DIRECTS	
DÉPART	ARRIVÉE
Québec 11 h 35	Boston 13 h 00
Boston 12 h 35	Québec 14 h 05
VOLS EN CORRESPONDANCE VIA MONTRÉAL	
DÉPART	ARRIVÉE
Québec 09 h 25	Boston 12 h 15
Québec 17 h 45	Boston 20 h 25
Boston 13 h 20	Québec 15 h 54

Pour tout renseignement, communiquez avec l'agent de voyage le plus près de chez vous ou Air Canada - Air Alliance au

1 800 361-8620

Sujet à l'approbation des autorités gouvernementales canadiennes et américaines.

airAlliance



Conseil de la conservation et de l'environnement

Le SPGQ demande au vérificateur d'enquêter sur des irrégularités

QUÉBEC — Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) demande au vérificateur général du Québec d'enquêter sur des « irrégularités administratives » qui auraient été commises au Conseil de la conservation et de l'environnement, depuis un an.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

L'information émane du président du SPGQ, Robert Caron. La missive, expédiée le 27 juillet, dit au vérificateur que « des budgets seraient dépensés de façon frivole ». Elle laisse entendre que des « ressources humaines sont largement inutilisées » et remplacées par l'octroi de contrats.

Le SPGQ a logé une demi-douzaine de griefs, dont un collectif, auprès de la direction du Conseil. « Il y a un grave problème de relations de travail, un conflit entre la présidente Elisabeth Marsollier et ses employés, estime M. Caron. Le climat est tellement pourri que le travail ne doit pas aller vite. »

L'entrevue a eu lieu en fin de journée et il n'a pas été possible

de joindre Mme Marsollier pour recueillir sa réaction aux propos de M. Caron. Mais dans une lettre au SPGQ, le 6 septembre, elle fait cependant savoir au syndicat que ce n'est pas elle qui a « instauré » la sous-traitance au Conseil.

Jointe à Montréal, Mme Marsollier a soutenu plus tôt dans la journée que ni les querelles intestines ni la vague de coupes décrétées par le ministre Pierre Paradis — qui a fauché, jeudi, quatre des 11 postes — ne mettent en péril l'existence du Conseil. À moins que LE SOLEIL ne publie la nouvelle sur les problèmes internes. « Ou vous êtes ami de ces personnes (syndiquées) ? Ou vous voulez couler le Conseil ? Je ne vois pas pourquoi on s'amuse à faire cela après que j'ai travaillé si fort. »

La chicane, qui n'a pas paralysé le travail, soutient-elle, « est à se résoudre ». Selon la présidente, sa source tient principalement au plan de rationalisation qu'elle doit appliquer. « Le problème est que le SPGQ essaie de faire un cas avec nous, dans l'espoir de renverser la vapeur. » Ses accrochages avec son comité consultatif se limitent à deux personnes sur 11, insiste-t-elle.

Sans elle, le Conseil aurait « déjà été éliminé » puisque le ministre Paradis lui avait confié, en juin, que tel était son intention. Son plan de restructuration lui a fait changer d'opinion. « Le Conseil n'avait pas un mauvais fonctionnement, mais il était inefficace depuis des années. Le ministre m'a envoyé faire un ménage. »

Presque paralysé

Le vice-président du Conseil, Charles Malenfant, PDG d'un laboratoire privé de Baie-Comeau, reconnaît la gravité du problème.

« Il est paralysé, mais pas complètement. Ce serait faux de dire que le secrétariat du Conseil n'accomplit aucune tâche. Mais le personnel a raison de prétendre qu'il n'est pas utilisé à sa pleine mesure », précise-t-il en refusant de prendre position contre sa présidente.

Selon M. Malenfant, membre bénévole depuis quatre ans, « ma grande appréhension est que le Québec perde un excellent outil de planification et de vision à long terme ».

M. Jacques Kurtness, du Conseil Attikamek-Montagnais, fait partie de ce comité depuis octobre. Il ne peut que constater que tout « cela fait un climat de travail difficile ».

LE SOLEIL a joint deux des membres qui ont adressé des avis critiquant la présidente. « Les dossiers présentés ne sont pas "attachés" et nous perdons notre temps », soutient Marcel Risi, du Centre québécois de valorisation de la biomasse. Selon M. Gaston Déry, de l'Association des manufacturiers de bois de sciage, « il ne s'agit pas de dégommer personne. Mais il faut des objectifs et des mandats. Sinon c'est inquiétant pour l'avenir. »

Le rôle du petit organisme consiste notamment à fournir des avis au ministre de l'Environnement et à procéder à des consultations. Mme Marsollier a été nommée le 14 juillet 1993. Son mandat se termine le 22 août 1998.



Le Soleil, Jean Vallières

Nouvelle guerre des prix

À plusieurs reprises au cours des derniers jours, Gaétan Morissette, propriétaire d'une station-service, boulevard du Jardin à Charlesbourg, a modifié à la baisse le prix de l'essence. Une guerre des prix profite actuellement aux automobilistes, le prix de l'essence ne cessant de diminuer depuis deux jours. Le prix le plus souvent affiché était de 59,9 ¢ le litre, mais à plusieurs endroits on pouvait s'en procurer à 53,4 ¢ le litre. Cela était vrai hier après-midi, mais depuis ce temps, le prix peut avoir encore baissé, tout comme un mouvement à la hausse peut avoir été amorcé. Une guerre des prix de l'essence prend fin aussi soudainement qu'elle débute.

No 1 AU CANADA
Service ouvert tous les soirs

ELANTRA 1994

19995* MOIS

* Basé sur une Elantra 1994 à partir de 199,956 par mois pour 60 mois, kilométrage limité jusqu'à 27 000 km / par année. Extra kilométrage chargé à 0,07 \$/km. Sujet à approbation du crédit. Taxes et frais d'administration au comptant. Transport et préparation inclus. Basé sur un taux d'intérêt de 8,5% en vigueur au 1er mai 1994. Avec une valeur résiduelle de 2000\$, option d'achat ou remise de l'auto à la fin du terme.

2650, Dalton, parc Colbert Sainte-Foy
654-9292

PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES INCLUS

HYUNDAI

GRANDE VENTE D'AUTOMNE

L'automne est une excellente période pour les plantations.



25%
à
50%
DE RABAIS
sur tous
les végétaux
d'extérieur



ARBRES ORNEMENTAUX

- De 8 à 15 pieds de hauteur
- Plus de 50 variétés
- Le plus grand choix en ville
- Prix défiant toute concurrence

De 25 à 50% de rabais

CÈDRES À HAIES

cultivés ou sauvageons, hauteurs de 3 à 8 pieds

3 pieds de haut à partir de

4²⁵

ARBRES FRUITIERS

Plusieurs variétés disponibles

- Pommiers
- Pruniers
- Cerisiers
- Poiriers
- Abricotiers

Cour. : 34,95 **SPÉCIAL 25⁸⁸**

PLANTES À HAIES FEUILLUES

- Physocape vert
- Physocape doré, nain ou régulier
- Caragana
- Saule arctique
- Gadeliers alpins
- Ormes chinois
- Symphorine et plusieurs autres variétés

HEURES D'AFFAIRES : Du lundi au vendredi inclusivement de 8 h à 19 h 30; Samedi de 8 h à 17 h et dimanche de 9 h à 17 h



PÉPINIÈRE MORALDO
ET FILS INC.

Qualité et service depuis 1957

LEBOURGNEUF
(CHARLESBOURG-OUEST)
1300, boul. Saint-Joseph
628-9440

SAINTE-FOY
(limites de Cap-Rouge)
4078, chemin Saint-Louis
656-6539

SAINT-AUGUSTIN
(au croisement de l'autoroute 40)
180, route 138
878-3808

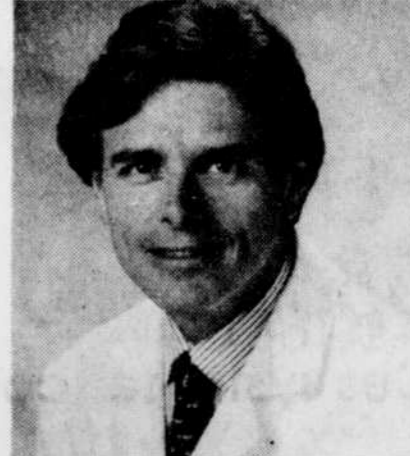
IMPLANTS DENTAIRES - Dr Pierre Dupont

Une dent perdue?
Deux dents perdues?
Trois dents perdues?
Toutes les dents perdues?

Nous avons

LA SOLUTION!

527-1850
1-800-268-1850



Dr Pierre Dupont
chirurgien-dentiste
1379, chemin Sainte-Foy
bureau 201
Québec (Québec) G1S 2N2

Demandez notre guide illustré sur les implants dentaires lors de votre appel

LA BOUTIQUE DES GRANDS ESPACES

s'ouvre au monde de la région de Québec dès aujourd'hui.



boutique
TAÏGA
sports • plein air

Ski de fond • Hors-piste • Télémart • Camping • Randonnée pédestre

Venez dès maintenant à notre boutique
et courez la chance de gagner un bon d'achat

de 100 \$

applicable sur tous nos produits en magasin.
Aucun achat requis. Tirage samedi 1^{er} octobre.

3184, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy, 658.2742

La nouvelle vie de Bourassa: ses petits-enfants et l'enseignement

MONTREAL — À première vue, l'homme efflanqué portant lunette, blouson et souliers d'entraînement, là-bas, celui qui accompagne ses petits-fils aux balançoires d'un parc d'Outremont, cet homme, certes, ressemble à tous les grands-pères du monde.

par ROBERT RUSSO
de la Presse canadienne

Jusqu'à ce qu'on remarque le policier en civil qui observe discrètement la scène un peu à l'écart, et qui s'éloigne rarement de plus d'un mètre ou deux de l'ex-premier ministre du Québec.

Robert Bourassa, maintenant âgé de 61 ans, coule ainsi des jours tranquilles à l'écart de l'agitation politique.

L'ex-premier ministre, à la retraite depuis sa démission fin 1993, entreprendra dans quelques semaines une nouvelle vie. M. Bourassa devrait, selon certaines sources, accepter une chaire de doctorat à l'Université de Montréal, où il supervisera des étudiants et prononcera à l'occasion quelques conférences sur le commerce international.

Plusieurs cabinets d'avocats lui ont présenté sur un plateau des offres d'emploi alléchantes, des entrepreneurs lui ont demandé de

travailler avec eux, mais il a opté pour l'enseignement, qu'il avait connu après sa cuisante défaite de 1976.

Alors que le Québec se dirige vers une voie qu'il a tenté toute sa vie politique de combattre, le citoyen Bourassa réussit à éviter soigneusement qu'on lui demande publiquement ce qu'il en pense. Les demandes d'interview, filtrées par son entourage, sont acceptées, puis remises à plus tard, avant d'être tout simplement annulées.

Ses amis expliquent que Robert Bourassa craint comme la peste de voir ses propos transformés en critiques à l'endroit de son successeur, Daniel Johnson. Il ne veut surtout pas offrir de cadeaux à son rival péquiste d'antan, Jacques Parizeau.

Rencontré par hasard cette semaine par un photographe de presse qui l'avait bombardé de centaines de fois de son flash, le grand-père du parc d'Outremont, tout en surveillant ses petits-fils,

s'est laissé aller à quelques commentaires d'ex-premier ministre, comme le ferait le citoyen qu'il est devenu.

M. Johnson a-t-il commis une erreur en attendant la fin de la campagne pour évoquer avec tant d'ardeur son nationalisme historique?

« Vous savez, j'ai toujours tenté de trouver le juste milieu », répond le champion de l'ambiguïté, en haussant les épaules comme il

pense que Johnson a peut-être emprunté un peu sur le tard les petits trucs du Sphinx Bourassa. « L'ex-premier ministre était très habile en ce domaine, dit-il. Il a réussi à s'allier les fédéralistes et les nationalistes, en trouvant le point critique entre les deux. »

Selon d'ex-collaborateurs qui lui ont récemment parlé, M. Bourassa s'est très bien accommodé de sa nouvelle vie privée, lui qui n'a su vivre que de la politique.

« Il est serein, dit un des anciens conseillers. Il aime bien l'idée de retourner à l'enseignement, et ne croit pas qu'une victoire du PQ constituera la fin du monde, en tout cas pas tant que les Québécois rejeteront la souveraineté. »

Il est bien content aussi d'avoir quitté ses fonctions à temps, avant que les Québécois ne puissent le chasser du pouvoir, comme en 1976.



Robert Bourassa ne croit pas qu'une victoire du PQ constituera la fin du monde.

L'Université de Montréal, « c'est mon alma mater », avoue-t-il au photographe de presse, avant de s'approcher du bambin qui vient de l'interrompre d'un retentissant « grand-papa! ».

L'a fait des milliers de fois dans sa vie.

Les trucs du Sphinx

Le politicologue Guy Lachapelle, de l'université Concordia,

TECHIBEC
Ordinateurs et périphériques
845-3112
TELECOPIEUR : 845-1859

486DX-40 \$1,499
VESALOCAL BUS

486DX2-66 \$1,585
VESALOCAL BUS

PENTIUM
Option Local Bus: \$69+
Carte Vidéo VLB 1meg
Carte Contrôle VLB

586DX-60 \$2,370
VESALOCAL BUS

Ces systèmes comprennent:

- Mémoire Vive 4 Meg (PENTIUM 8 MEG RAM)
- Disque MAXTOR 405 Meg
- Moniteur .28 SVGA N.I. 14 po
- Carte vidéo Trident 1 MEG
- Lecteur 3.5 1.44 Meg
- Dos 6.2 Français

VENTE DE LIQUIDATION **TTX**

TTX-3439G 14" SVGA .39 \$249 TTX-3428G 14" SVGA .28 \$279
TTX-3450G 14" SVGA .28 N.I. \$299 TTX-3500G 15" SVGA .28 Dig. \$459
TTX-3700G 17" SVGA .26 Dig. \$864

L'IMBATTABLE !!!

\$4.49 Disque rigide Maxtor 405 Meg \$299

\$14.00 SOURIS + PAD

\$399 Maxtor 545Meg

Cartouche SONY 2120 Formaté \$22 Non form. \$20

brother HJ-400 SEULEMENT \$299!!!

Et autres spéciaux en magasin

La carte maîtresse

386DX-40 128k Cache (AMD) \$125
486DX-40 128k Cache (AMD) VL-Bus \$365
486SLC2-66 64k Cache (IBM) VL-Bus \$355
486DX2-66 128k Cache (AMD) VL-Bus \$445
PENTIUM
586DX-60 MHZ (INTEL) VL-Bus 256k Cache \$999

Le Modem

US Robotics Fax/Modem 14.4k Interne \$160
US Robotics Fax/Modem 14.4k externe \$195
US Robotics Fax/Modem 28.8K Interne \$299

La Sauvegarde **Le Scanner**

Colorado Backup 120 M \$145 Logitech 32 OCR \$159
Colorado Backup 250 M \$215 Logitech 256 OCR \$220
Trakker Externe 250 M \$410 Logitech Coul. \$375

PRIX SUJET À LA DISPONIBILITÉ DES STOCKS

OUVERT LES MERCREDIS SOIR ET LES DIMANCHES

LATULIPPE

BOTTES DE COWBOY
POUR HOMMES ET DAMES
CHOIX DE MODÈLES

89. \$ à 187.95

BOTTES DE COWBOY KODIAK
AVEC OU SANS CAP EN ACIER
KODIAK COUR. : 137.95
109.95

L'ORIGINAL MANTEAU WESTERN AUSTRALIEN
100% IMPERMEABLE
3 LONGUEURS ; COURT, 3/4, LONG
AUSSI DISPONIBLE DANS LA MARQUE KOOLAH - AUSTRALIEN OUTBACK

169.95 à 259.95

CHAPEAU DE COWBOY
HOMMES, DAMES, ENFANTS
GRAND CHOIX DE MODÈLES ET DE COULEURS
OUTBACK ET KOOLAH

53.95 à 116.95

JEANS SPORT POUR TOUS
COUPE DÉCONTRACTÉE, TRÈS MODE !!!
JEANS STYLE # 91150
32.50 **HAMMILL**
JEANS STYLE # 1033
42.95 **LOIS**

OUVERT LES MERCREDIS SOIR ET LES DIMANCHES

MAGASIN LATULIPPE
637, SAINT-VALLIER OUEST, QUÉBEC
TÉL. : 529-0024

VISA MasterCard American Express TelcoCheck

15%
de rabais sur
tous tous tous tous tous tous tous tous tous
vos autres interurbains
que vous appeliez n'importe où, n'importe quand et n'importe qui : voilà une autre façon d'épargner que vous offre le tout nouveau plan d'économie **InterMax Bell**. Pour en savoir plus, tournez la page ou composez le 1 800 668-BELL.

InterMax
Bell

Le Conseil refuse de trancher à la STCUQ

Que les parties s'entendent pour assurer le service!

QUÉBEC — Le Conseil des services essentiels n'a pas rendu d'ordonnance pour forcer les chauffeurs d'autobus de la STCUQ à réaliser lundi, jour d'élections, des heures supplémentaires de travail. Dans une décision rendue hier en fin de journée, le Conseil invite simplement le syndicat des chauffeurs à collaborer avec leur employeur pour que le service au public ne soit pas trop perturbé du fait que les employés puissent prendre quatre heures consécutives pour aller voter.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

Jeudi, la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec (STCUQ) avait demandé au Conseil d'émettre une ordonnance, car elle prétendait que le syndicat des chauffeurs avait incité ses 700

membres à réclamer les quatre heures consécutives pour voter, comme le prévoit la loi électorale. La STCUQ évaluait que le service de transport en commun serait diminué lundi puisqu'il lui manquerait 40 autobus pendant l'heure de pointe du midi, et 97 pendant l'heure de pointe de l'après-midi.

Le syndicat, affilié à la CSN, a

expliqué au Conseil que ses membres étaient plus nombreux cette année à réclamer les quatre heures du fait qu'ils ont été mieux informés. Dans les informations véhiculées, le syndicat expliquait certes la loi électorale, mais rappelait aussi que l'employeur avait respecté la loi 102 en supprimant 2,6 jours de congés.

Pour le Conseil des services essentiels, il semble évident qu'il y a conflit entre les parties et que celui-ci porte sur l'application de la loi 102. Dans sa décision de sept pages, le Conseil affirme que l'action des chauffeurs de réclamer quatre heures pour aller voter est une action concertée et que le syndicat a incité ses membres à

invoquer ce droit de façon à perturber le service auquel le public a droit. Le Conseil déplore d'ailleurs que le syndicat se préoccupe peu du sort du public.

Le Conseil conclut toutefois que l'ordonnance n'est pas le moyen qu'il peut utiliser pour remédier à la situation. « Nous croyons qu'il reste encore des possibilités pour l'employeur de minimiser les gestes du syndicat en faisant appel aux employés en temps supplémentaire pour combler le plus grand nombre possible d'étapes qui sont encore vacantes. Parallèlement à ceci, le Conseil se doit de demander au syndicat de collaborer avec l'employeur pour qu'un maximum de

ses membres se rendent disponibles pour effectuer du temps supplémentaire et ainsi collaborer avec l'employeur pour que le service au public soit perturbé le moins possible par les conséquences de l'action concertée... »

Le Conseil demande au syndicat de distribuer la décision à ses membres, et à la STCUQ de prendre les mesures nécessaires pour que le public soit adéquatement informé du service de transport en commun le 12 septembre. Hier soir, la STCUQ évaluait la situation pour offrir le service intégral lundi.

Satisfait de la décision du Conseil, le président du syndicat, Hen-

ri Massé, a soutenu pour sa part, hier soir, avoir toujours voulu collaborer avec l'employeur. « La STCUQ a pris tous les moyens et toutes ses énergies pour nous planter devant le Conseil plutôt que de trouver des solutions. » « La STCUQ a essayé de se faire du capital de négociations », a ajouté l'avocat du syndicat, Richard Fortin. M. Massé a précisé que l'objectif du syndicat est de faire valoir les droits de ses membres et non pas de priver le public du service de transport. Il constate d'ailleurs qu'à l'approche du 12 septembre, plus de chauffeurs se montrent intéressés à faire du temps supplémentaire.

Lors d'élections précédentes, l'employeur et les salariés avaient toujours réussi à s'entendre. Une minorité de chauffeurs réclamaient les quatre heures consécutives pour voter, tandis que les autres compensaient avec une rémunération supplémentaire. Jeudi, 220 des 300 chauffeurs susceptibles de réclamer les quatre heures souhaitaient s'en prévaloir.

Le syndicat et l'employeur doivent se revoir lundi pour une séance de négociation. Une assemblée générale est par ailleurs prévue pour le 16 septembre et l'exécutif syndical pourrait réclamer un mandat de grève.

PUBLIREPORTAGE

Pensez-vous qu'il est temps de réorienter votre carrière ?

Avez-vous l'impression d'aller nulle part ? D'occuper un emploi insatisfaisant qui ne mène à rien ? Si oui, il est temps d'examiner plus attentivement les divers programmes offerts par l'Institut Carrière et Développement Ltée.

ICD, une excellente réputation
Avec des établissements dans les principales villes du Québec et du Canada, ICD constitue le plus vaste réseau d'enseignement dans le domaine de l'informatique et de la bureautique. Depuis 1965, ICD s'est acquis, auprès des entreprises, une réputation de formateur à la fine pointe de la technologie. Un matériel d'enseignement sans cesse mis à jour et un équipement informatique dernier cri préparent les élèves à répondre aux exigences des employeurs et les rendent aptes à relever tous les défis.

Enseignement individualisé à horaire flexible
Les aptitudes et les besoins variant d'une personne à l'autre, chez ICD, chaque élève reçoit une attention particulière. La scolarité et l'expérience sont reconnues et les études peuvent débiter à chaque semaine. Un mode d'enseignement individualisé permet à chacun de mettre à profit ses habiletés. Chez ICD, on ne cherche pas à vous faire suivre un programme à la course. Une formation à temps plein est disponible selon un horaire de 25 heures/semaine en avant-midi ou en après-midi. Une forma-

tion à temps partiel, à raison de 12 heures par semaine peut également être suivie le soir. Chacun reçoit donc un programme de formation individualisé et est libre de choisir l'horaire qui convient le mieux à son rythme d'apprentissage. Cette formation n'exige aucun préalable en informatique.

L'accent sur un enseignement pratique

Au cours de sa formation, l'élève réalise des travaux pratiques à l'aide de logiciels et d'équipement spécialisés. Il est assisté dans sa démarche par des tuteurs compétents. Tout au long de ses travaux, l'accent est mis sur la reproduc-



tion de situations pratiques similaires à celles rencontrées dans le milieu de travail. Une fois sa formation achevée, le Service d'aide au placement ICD offre des ateliers axés sur les techniques de recherche d'emploi, un atout pour décrocher un premier emploi.



Les programmes de niveau collégial

ICD offre les programmes suivants: Département de la programmation: Programmeur(euse)-analyste, Techniques de micro-informatique - Département de la bureautique: Actualisation en bureautique - Département d'électronique: Micro-ordinateur général. Tous les programmes sont admissibles à une aide financière du gouvernement via ses programmes de prêts et bourses ou Sprint.

Renseignez-vous!
L'Institut Carrière et Développement Ltée est situé au 905, aut. Dufferin Montmorency bureau 20, Québec G1R 5M6 tél.: 694-0211

Institut Carrière et Développement Ltée ICD
Permis d'enseignement collégial # 669639

PSYCHO-VIE
annonce ses activités d'automne 1994

- Groupe de croissance
 - Pleins feux sur soi (estime de soi) 27 sept. au 17 nov.
- Consultations
 - psychothérapie individuelle
 - orientation professionnelle
 - médiation familiale

Pour recevoir notre dépliant, communiquez avec nous
657-7820

Lucie Morel Joan Cleary, c.o.

JOURS D'AUBAINES
SUR APPAREILS SPÉCIFIQUES
MAYTAG

OFFRE POUR UN TEMPS LIMITÉ!

1* auprès des consommateurs
LAVEUSES «Dependable Care»™

AUTORISÉ PAR LE FABRICANT
RABAIS INSTANTANÉ**
DE 50 \$ SUR

1* auprès des consommateurs
SÉCHEUSES «Dependable Care»™

ENSEMBLE SPÉCIFIQUE DE LAVEUSE & SÉCHEUSE

* D'après des sondages sur la marque préférée des consommateurs / ** Rabais appliqué sur le prix de détail

LAVEUSES SUPER ROBUSTES

AUTORISÉ PAR LE FABRICANT
RABAIS INSTANTANÉ**
DE 30 \$
SUR MODÈLES SPÉCIFIQUES

MAYTAG

- Super robuste, super capacité
- Cycles régulier et pour tissus sans repassage
- 3 températures de lavage

LAVE-VAISSELLE GICLO-NET™

AUTORISÉ PAR LE FABRICANT
RABAIS INSTANTANÉ**
DE 30 \$
SUR MODÈLES SPÉCIFIQUES

MAYTAG

- Cycles Casseroles & Poêles, Régulier, Porcelaine
- Rinçage d'Attente

ÉPARGNEZ

Épargnez sur d'autres Maytag de qualité!

RÉFRIGÉRATEURS FIABLES

- Charnières de portes ultra solides
- Bacs incassables
- Clayettes super robustes

ÉPARGNEZ

GRATUIT 10 ANS
PIÈCES & MAIN-D'OEUVRE*

SI ÇA NE PORTE PAS LE NOM MAYTAG CE N'EST PAS DU MAYTAG!

une tradition D'EXCELLENCE

50 ANS

BARNABÉ

QUÉBEC 1111, Grande Avenue 877-1433	SAINT-VALLIER 241, Rue Saint-Vallier 884-2874	SAINT-DAVID 20, Rue Saint-David 833-9222	LA POCATIÈRE 975, Rue 132 856-3646
--	--	---	---

GRANDE RÉOUVERTURE APRÈS INCENDIE AUJOURD'HUI ET DEMAIN
Toujours au même endroit, dans un local tout neuf!

BOUTANGERIE • PÂTISSERIE

LA MAISON DU PAIN

Pour l'occasion, dégustations et spéciaux sur place

• QUALITÉ • PRIX • SERVICE

Pains: Baguettes Fesses Multicéréales 9 dorés Pain aux raisins Pains à sous-marin	Opéra Framboisier Diable Moka Trois chocolats Mousse au fromage	Tarte: Tarte au sucre à la crème Pâtés: viande, saumon, poulet Charcuterie: Sous-marins maison Cretons maison Fèves au lard Croissants frais du jour
--	---	---

Gâteaux:
Anniversaire
Aux carottes

1204, 80e Rue Est, Charlesbourg 628-2454

Des témoins d'atrocités parlent du «deuil générateur de vie»

MONTREAL — Le fils d'un des fabricants de la bombe A assis au côté d'une survivante du bombardement d'Hiroshima, un Juif polonais qui a vu 59 membres de sa famille et de sa parenté exterminés dans les camps de concentration, voisinant la fille d'un ingénieur nazi membre des SS d'Hitler. À la même table, une Juive survivante des camps de la mort et un réfugié palestinien, témoin de l'extermination de son village par les soldats israéliens...

par **ANDRÉE ROY**
LE SOLEIL

La scène est presque surréaliste. Suffisamment, en tout cas, pour que l'annonce de ce panel remplisse à craquer, hier après-midi, le salon réservé pour l'occasion, à l'hôtel Reine Elisabeth de Montréal, où se déroule jusqu'à demain soir le IIe Congrès international «Le travail de deuil comme processus de guérison».

Cette rencontre-conférence de survivants et d'artisans de l'Holocauste, d'enfants de victimes et d'héritiers de bourreaux, constitue l'une des plus spectaculaires démonstrations, parmi les 75 at-

liers, conférences, allocutions en plénières et les 21 films, par lesquels ce congrès dévoile la justesse de cette maxime populaire : «Fais ton deuil, ça ira mieux».

Durant trois «retrouvailles» du genre, en autant de jours, orchestré par Claire Nuer, elle-même fille d'un déporté juif exterminé à Auschwitz, ces bourreaux-victimes et victimes-bourreaux vont témoigner du deuil générateur de vie. Le deuil forcé de leur identité, de leurs proches, de leur pays, de leurs illusions leur a permis de survivre, il y a 50 ans. Le deuil qu'ils ont décidé de faire, depuis, de leur haine des Nazis ou des Américains, des Juifs ou de l'humanité entière, leur aura donné

une vie, une guérison ou une rémission de ces maux (le cancer, entre autres) que les spécialistes relient de plus en plus au mal de vivre.

Claire Nuer a fondé «Au cœur de la communication», véritable laboratoire international d'apprentissage où simples citoyens comme professeurs ou soignants viennent apprendre comment utiliser leurs difficultés comme des leviers de changement et des points de départ pour transformer leur vie et celle des autres.

Comme Claire Nuer a retourné la guerre, le deuil et le cancer en réconciliation, transformation et transmission, quelque 150 autres conférenciers et panélistes d'un peu partout viendront, aujourd'hui et demain, témoigner de ce qu'ils ont appris à vivre et à guérir en «travaillant le deuil».

Ce matin, par exemple, le juge de la cour supérieure Jacques Dufour et le Dr Danièle Marceau,

médecin de Nancy B., vont livrer et partager avec l'assistance des réflexions d'ordre légal, éthique et médical qui ont été les leurs lorsque la jeune femme, paralysée de la tête aux pieds, a demandé et obtenu qu'on débranche le respirateur par lequel elle survivait depuis deux ans et demi à l'Hôtel-Dieu de Québec.

En après-midi, un psychiatre, un juriste, une professeure et le député Svend Robinson, témoin de la mort provoquée (et non-autorisée par le tribunal) de Sue Rodriguez, continueront sur le même thème. Une autre parmi les dizaines de conférences simultanées, traitera des coûts sociaux, économiques et humains de l'acharnement thérapeutique.

Le congrès se termine vers 18 h demain. Il est accessible au grand public moyennant des frais d'inscription. Plus de 1000 personnes y assistent depuis hier matin.

PROGRAMMATION NEURO LINGUISTIQUE

La P.N.L. est une approche originale de la communication et du changement. Elle vous aidera à devenir plus efficace dans n'importe quel domaine de votre vie où vous voulez exceller.

La Source Centre de P.N.L. vous offre l'occasion, ici à Québec, de découvrir ce monde fascinant de la P.N.L. soit par :

- 1- La formation pour devenir praticien en P.N.L.
- 2- L'art d'être en relation pour utiliser les outils de communication de la P.N.L.

Début: Formation : 16, 17 et 18 septembre 94
L'art d'être en relation : 21 septembre 94

Durée: Formation : 180 heures (9 fins de semaine)
L'art d'être en relation : 30 heures (10 soirs)

Inf. et inscription: La Source (418) 849-1451

LES ÉMOTIONS ET LE CORPS

LA PSYCHOKINESIOLOGIE PAR LE

Dr RÉAL CHOINIÈRE

— Chiropraticien
— Kinésiothérapeute
— Psycho-thérapeute

«Après plusieurs années de pratique, de recherche et de réflexion, il m'a semblé évident que toutes les maladies (migraines, maux de dos, arthrite, peur, angoisse, etc.) sont d'origine émotionnelle. Lors de ma conférence, je ferai une démonstration pratique à savoir comment trouver l'émotion, en prendre soin et ainsi retrouver une santé permanente.»

CONFÉRENCES À 19h30, COÛT : 20 \$

<p>13 sept. Thetford Mines Le Provence 1205, boul. Frontenac Inf.: (418) 338-5963 (soir)</p>	<p>14 sept. Québec Hôtel Le Cottage 3135, chemin St-Louis Inf.: (418) 829-0947</p>
---	---

ATELIERS

17-18 sept. Québec
Hôtel Le Cottage
3135, chemin St-Louis
Inf.: (418) 829-0947

FLORALIES JOUVENCE

CENTRE JARDIN

PLANTEZ des BULBES

AVEC L'ENGRAIS **wilson**

BULBES DE TULIPES MCKENZIE

Sac de 50 **9.49**

VENTE DE PÉPINIÈRE

- 40% sur tout

VIVACES

Pot de 4 po **1.49**

ENGRAIS 9-9-6 POUR BULBES

wilson **3.99 lb**

VIOLETTE AFRICAINE

1.88 pot 4 po

ACCÉLÉRATEUR DE COMPOSTAGE

4.88 1 kg

ENGRAIS POUR PELOUSES AUTOMNAL

14.88 20 kg

PLANTES ET FLEURS ARTIFICIELLES

- 40% Soie no 1

Prix «Payez et emportez» en vigueur jusqu'au 16 septembre 1994. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

SAINTE-FOY
Boul. Charest Ouest
Sortie Jean-Gauvin

LÉVIS
Planivert
4760, boul. de la Rive-Sud

PINTENDRE
Teronet
828, rte Kennedy

Plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
plein,
de points
InterMax

qui s'accroissent automatiquement et donnent jusqu'à 15% de rabais additionnels sur l'interurbain. Pour vous inscrire, composez vite le **1 800 668-BELL**. Vous verrez qu'avec le nouveau plan d'économie **InterMax**, trois façons d'économiser sur la même facture, c'est bel et bien simple.

Bell

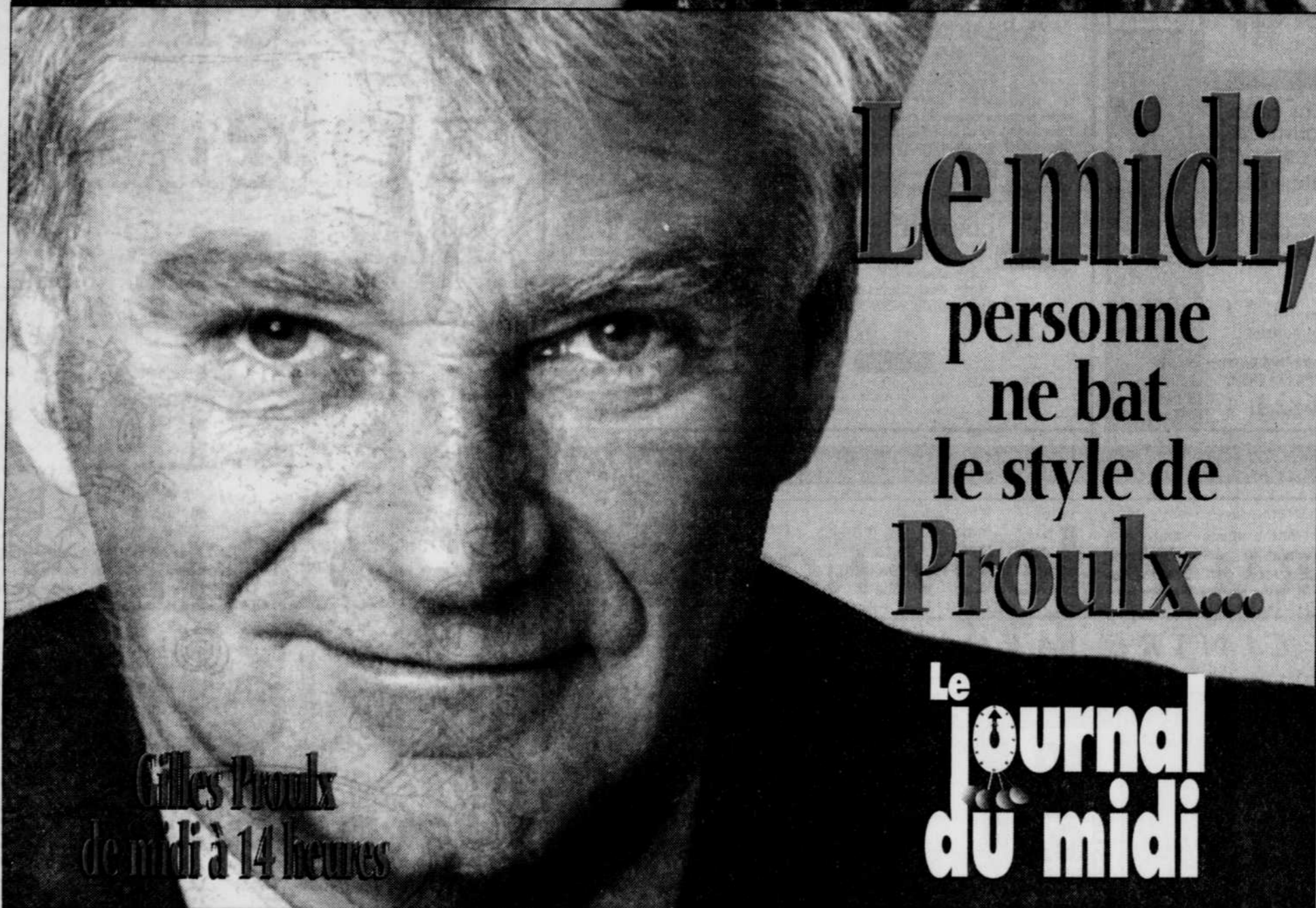


Robert Gillet
de 6 h à 10 h

Le matin, Gillet ne dort pas!

- Des entrevues croustillantes
- Des nouvelles de chez nous
- De l'information exclusive
- Le plaisir du prix BOLO
- La folie d'une bande qui aime son métier

La Bande à Gillet



Gilles Proulx
de midi à 14 heures

Le midi, personne ne bat le style de Proulx...

Le Journal du midi



Jean Perron
de 16 h à 19 h

Perron ne s'exprime pas comme les autres...

Jean Perron ne s'exprime pas comme un animateur ordinaire parce qu'il n'est pas un animateur ordinaire: c'est un ancien «coach» de la Ligue Nationale...

Pour savoir des choses sur le hockey que bien peu d'animateurs ou animatrices savent, rien n'est mieux qu'un homme qui porte à son doigt la bague-souvenir d'une Coupe Stanley. Soir, appelez-le. Vous verrez qu'il ne parle pas comme les autres: il parle sport!

Parce que ce qui compte, c'est ce qu'il a à dire!

Le tout nouveau Parlons sport

10060

LE LEADER DE L'INFORMATION

50 jours de campagne

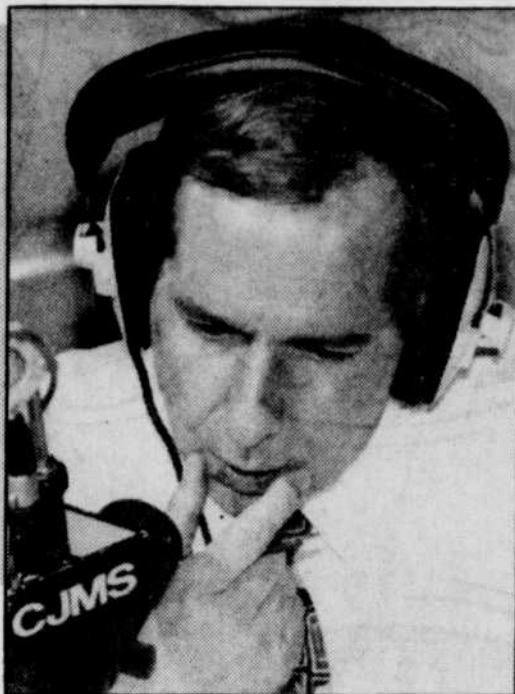
ÉLECTIONS 94



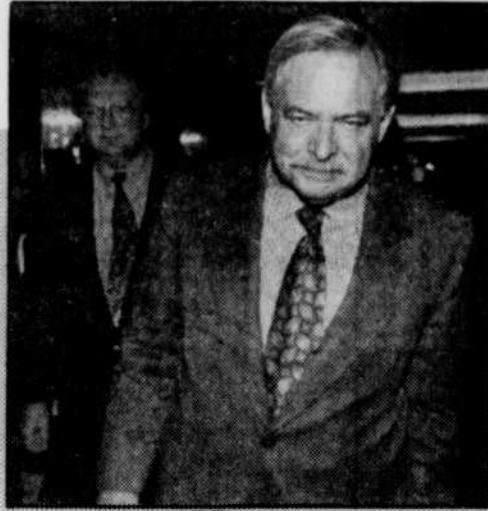
24 JUILLET



6 SEPTEMBRE



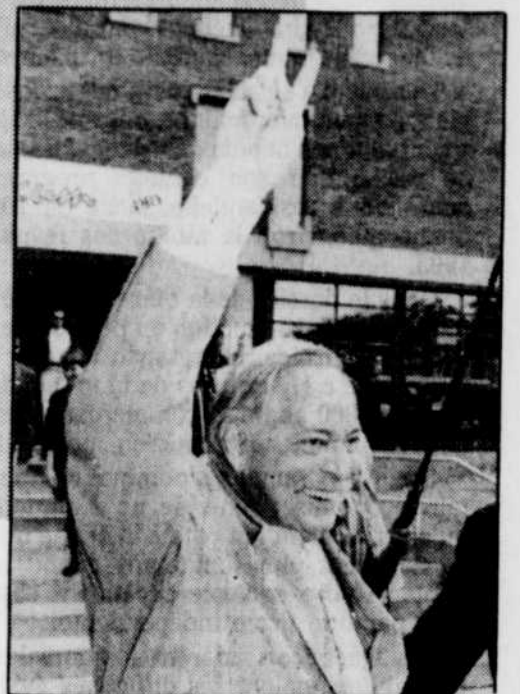
2 SEPTEMBRE



31 AOÛT



6 SEPTEMBRE



8 SEPTEMBRE

Jacques Parizeau, gros coups de frein et virages à 180 degrés

Un pied sur le frein, l'oeil rivé aux rétroviseurs des sondages qui lui montrent un autocar libéral qui négocie ses virages sur les « chapeaux de roues », Jacques Parizeau et son parti se sont offert des demi-tours spectaculaires dans le dernier droit de la campagne.



par Gilles BOIVIN

Le garage du pouvoir est à portée de vue et il ne faut surtout pas abîmer un véhicule qui devra resservir au cours de la prochaine année... référendum oblige. Le chef péquiste aura suivi un plan de match fort bien orchestré et soumis constamment à des ajustements de parcours à mesure que la perspective d'une victoire, largement prévisible dès le début, se précisait.

Et le retournement d'un Camille Laurin qui enterre la loi 101, dans une entrevue au SOLEIL, cette semaine, n'est pas le moindre. D'autant plus qu'il avait lui-même réveillé les vieux démons de la langue en début de campagne en laissant entendre précisément le contraire. Et Jacques Parizeau, qui a adopté résolument le ton d'un chef d'État au cours des dernières semaines, peut maintenant accepter le statu quo de la loi 86 qui a rétabli le bilinguisme dans l'affichage.

De toute évidence, le ton a changé dans le dernier droit. Le chef déboussa, à l'écoute de la population et des laissés-pour-compte de la récession comme de la voix des régions, a fait place au futur chef de gouvernement qui devra s'inquiéter de la situation des coffres de l'État. Comme si, ironiquement, M. Parizeau avait entendu la voix d'un Roy Romanow, le premier ministre de la Saskatchewan, qui signalait, lors de la rencontre de ses homologues provinciaux, à Toronto, qu'à la tête du gouvernement M. Parizeau devra, lui aussi, s'accommoder des contraintes du poste.

Le premier coup de frein était cependant venu après la bourde des Diane Lavallée et Jean Rochon qui laissaient miroiter la possibilité de rétablir la complète gratuité dans la santé. Fini les tickets modérateurs sur les médicaments et autres.

Et depuis, Monsieur signale à chaque occasion que l'état des finances publiques ne permet pas de se lancer dans des promesses tous azimuts. Il promet de « recommencer à bouger », certes, mais il se montre beaucoup plus parcimonieux dans ses engagements précis. Par exemple, ses engagements dans le domaine de la culture. Même l'objectif inscrit au programme de son parti de consacrer 1 % du budget de l'État à la culture devra attendre... des jours meilleurs.

Tout un contraste avec les millions \$ qu'il faisait miroiter dans

sa propre circonscription de L'Assomption en début de campagne. Une gaffe que son organisation reprend volontiers à son compte pour n'avoir « pas bien expliqué à la presse qu'il s'agissait de projets déjà acceptés lors d'un sommet régional et que les précieux dollars devraient venir de programmes existants ».

Son entourage reconnaît également n'avoir pas eu beaucoup plus de succès dans ses explications sur la volonté de leur chef de porter de 4,5 à 5 milliards \$ le total des investissements publics financés par des emprunts. Au coeur d'une campagne électorale, estival de surcroît, les savantes explications sur les effets de tels emprunts sur le déficit gouvernemental n'avaient pas beaucoup de chance de passer la rampe. Et Monsieur a eu droit à son certificat de père Noël honoraire.

La déclaration de Joliette

Amorcée dans le « merveilleux royaume » du Saguenay-Lac-Saint-Jean, château fort des souverainistes, la tournée péquiste, portée par des sondages favorables, avait le vent dans les voiles au cours de la première semaine. Aujourd'hui, Jean Royer, principal conseiller de Jacques Parizeau, reconnaît que c'était probablement l'une des choses que l'organisation avait sous-estimé.

Les libéraux misaient sur les gaffes de Monsieur, le PQ misait sur l'équipe impressionnante rassemblée autour du chef. Et c'est de celle-ci que sont venues les premières bévues. Le chef péquiste a pratiquement dû passer les deux premières semaines à corriger les erreurs de tir de son équipe de candidats-vedettes.

La stratégie libérale de faire porter la campagne sur l'enjeu référendaire a également eu son effet sur la campagne péquiste. Même l'entrée en scène de l'allié naturel du PQ, le chef du Bloc, Lucien Bouchard, a été complètement assombrie par le débat sur « l'enclenchisme ». Au point où, après trois semaines de tergiversations, il aura fallu la déclaration de Joliette, sur le « gouvernement d'abord » pour replacer la tournée péquiste sur ses rails.

Il était temps. Même Jacques Parizeau, dont le calme et la sérénité dans cette campagne en a étonné plusieurs, commençait à perdre patience devant les « side shows » quotidiens des médias sur l'option fondamentale de son parti et les étapes pour y parvenir. L'opération redressement n'aura cependant pas été sans quelques petits accros à la réputation de démocrate de Jacques Parizeau, comme ces mémos internes suggérant « fortement » aux candidats d'éviter les journalistes sur la question de la souveraineté et le cheminement du parti après l'élection. On a cassé quelques cordes en « ajustant les violons ».

« À l'heure des communications par fax, on peut difficilement contrôler ce genre de choses », dira, Jean Royer, qui s'est retrouvé, lui-même, sous les feux de la rampe, aux îles de la Madeleine, pour un autre fax tombé par inadvertance sous l'oeil d'un journaliste.

Et Jacques Parizeau a pu tranquillement retourner à sa stratégie de base : tenter de « rétablir le lien de confiance avec les électeurs » en écoutant surtout les doléances des gens et en promettant « d'agir » sans prendre d'engagements très précis. Son organisation lui a cependant réservé quelques erreurs de parcours étonnantes.

Comme de placer sur sa route, à Sainte-Marie, un président d'entreprise aux convictions fédéralistes bien connues, Placide Poulin, qui disait craindre que ses bagnoires et douches se vendent mal sous étiquette souverainiste. « J'ai eu l'air un peu fou », reconnaissait M. Parizeau, avec un sens de l'humour qui a surpris.

Le face-à-face télévisé des chefs aura été un autre moment culminant de la campagne péquiste. Jacques Parizeau n'y a pas connu le K.O. sur lequel les libéraux de Daniel Johnson comptaient pour amorcer le dernier droit. Ils n'y ont pas moins trouvé des munitions pour remettre le focus sur la « loyauté première de Jacques Parizeau » à l'option souverainiste.

Si cette nouvelle poussée libérale n'a pas empêché le chef péquiste de parler souveraineté pratiquement une fois par jour, comme il l'a effectivement fait tout au long de la campagne, elle l'aura malgré tout forcé à un nouveau virage : le bon gouvernement d'abord... et après le référendum, si nécessaire. Une attitude qui surprend de celui qui avouait, l'hiver dernier, dans une entrevue à L'actualité, qu'il n'avait guère le goût « d'être premier ministre d'une province ».

La « libido du pouvoir », dirait son collègue Michel David.

Daniel Johnson, la course désespérée pour rompre avec le passé

La campagne électorale de Daniel Johnson aura été une course désespérée contre l'usure du pouvoir exercé par un autre.

par Donald CHARETTE



Pour rompre avec le passé, le premier ministre sortant a pris le pari du renouvellement. Mais ce faisant, il a laissé de côté des ministres, des députés, des organisateurs qui l'ont laissé aller au combat seul. Ils l'ont regardé aller. Des alliés traditionnels, tel le gouvernement fédéral n'ont rien fait pour l'aider, alors que le PLQ misait sur une entente sur la main-d'oeuvre ou sur le développement régional. Le milieu des affaires l'a torpillé à plusieurs reprises : la Banque Royale, JP Morgan, Salomon Brothers.

Daniel Johnson s'est entouré d'une équipe nouvelle et parfois inexpérimentée et a donné beaucoup de corde à son comité de stratégie, son fameux « war room ». Dès le mois de mars, au congrès libéral, le responsable de la campagne John Parisella disait que le PLQ allait répéter l'exploit de Ralph Klein et de John Major et gagner un troisième mandat.

Pour marquer la différence, Daniel Johnson s'est senti obligé de présenter un budget et de repousser les élections au coeur de l'été. Il s'est fait coïncider par le calendrier électoral.

La stratégie électorale du PLQ quant à elle a été copiée un peu sur celle des libéraux fédéraux de Jean Chrétien : « Des emplois, des emplois, des emplois. » Et pour le reste, on misait sur deux choses : la crainte de la souveraineté et la « faiblesse » de Jacques Parizeau.

M. Johnson a gardé l'initiative du jeu pendant les premières semaines en dénonçant « l'autoroute de l'indépendance », les « coûts de l'enclenchisme », les « 8 milliards \$ du désengagement des programmes sociaux » et en soutenant que le référendum c'est le 12 septembre. Il a également été bien servi par les bourdes péquistes.

Depuis le débat, il est évident que le chef libéral a perdu la main et que la panique a gagné l'équipe libérale. Les correctifs sont venus trop tard et n'ont qu'accentué l'impression de désarroi.

Mais la stratégie libérale elle-même a connu de nombreux ratés qui découlent en fait d'une

mauvaise lecture de la réalité québécoise. C'est sur le plan constitutionnel que c'est le plus évident. Les libéraux ont choisi de mettre cette question de côté parce que les Québécois sont « tannés » d'en parler — ça ne vous rappelle pas Jean Chrétien ? — mais de taper sur les coûts de « l'enclenchisme ».

Pourtant dans une entrevue au SOLEIL en juin, M. Johnson avait lui-même évoqué cette question en promettant de redemander les conditions de Meech dans le cadre de la révision de la Constitution prévue 15 ans après son rapatriement, soit en 1997.

Le chef du PLQ n'a pas voulu reprendre ce discours durant la campagne électorale. Or, les sondages démontrent que les Québécois veulent que leur gouvernement relance les négociations. Quelle occasion manquée !

Depuis deux semaines, il professe partout son attachement au Québec et tente de faire oublier son « I am a Canadian first and foremost », devenu « je veux concevoir le Québec sans le Canada, mais pas le Canada sans le Québec ».

Certains détails en campagne ne mentent pas et font ressortir l'amateurisme de certains organisateurs. C'est ainsi que les stratégies ont ouvert la campagne de leur chef dans deux comtés majoritairement anglophones, Robert-Baldwin et Brome-Missisquoi ; et la veille du départ de la campagne, on avait demandé au député de Lafontaine, Jean-Claude Gobé, de rassembler des militants d'urgence pour « faire » un comté francophone le premier jour. On parlait pourtant d'élections générales depuis six mois au Québec.

Tous les grands thèmes électoraux ont été « plantés » longtemps avant le déclenchement, mais ils ont souvent conféré une lourdeur excessive à la machine. Les beaux grands documents présentés par trois ou quatre ministres et le premier ministre sur les bilans économiques et sur

l'emploi sont morts rapidement, escamotés par l'actualité.

Des tensions entre les gens sur le terrain et l'organisation centrale étaient nettement perceptibles, sorte de querelle entre les théoriciens et les praticiens. Par exemple, après une très mauvaise journée de M. Johnson en Estrie, ses proches l'ont convaincu de faire une sortie à l'emporte-pièce un vendredi soir à Lac-Mégantic pour effacer la journée.

Il est clair aussi que les organisateurs ont surestimé l'impact de certaines annonces : les 100 millions \$ sur quatre ans pour une automobile électrique, le programme d'emploi qui n'en était pas un, mais qui révolutionnait la fonction publique.

D'excellents engagements électoraux sont passés presque inaperçus : la perception automatique des pensions alimentaires pour les mauvais payeurs, la déductibilité graduelle des intérêts sur l'hypothèque notamment.

La surprise de la campagne, c'est Daniel Johnson lui-même. Réputé bas en couleurs et ennuyant, il s'est révélé un orateur passionné, un *campaigner* énergique. Il a maintenant une cadence soutenue et seuls des problèmes de voix l'ont obligé à ralentir le tempo pendant cette interminable campagne de sept semaines.

L'ancien ministre Marc-Yvan Côté a reconnu la force du chef qu'il n'a pas choisi. Mais M. Johnson manque d'aisance avec les gens et il est parfois cassant. Ce fut le cas à Rouyn-Noranda avec le problème des médecins en région, à Saint-Georges quand il a renié trois fois le premier ministre Bourassa. Il manque aussi, à l'occasion de flair politique : à Hudson en se moquant des « sensibles » qui ont du temps à perdre en dénonçant l'affichage en anglais, à Terrebonne en affirmant implicitement que Parizeau (et des milliers de Québécois) ont été bien naïfs de croire au virage souverainiste de son parti.

Daniel Johnson a fait un pari. S'il l'emporte lundi il ne devra la victoire qu'à lui-même et aura les mains libres. S'il perd, la question du leadership va se poser. Mais il faudra voir l'ampleur de la défaite. Plus de 40 comtés avec 42 % du vote au total, c'est sans doute assez pour revêtir le pourpoint du fédéralisme dans un débat référendaire. Et la relève ne se bouscule pas encore aux portes.

ÉDITORIAL

À l'ère des Lucky Luke

A lors que tout bouge de plus en plus vite dans le monde de l'énergie en Amérique du Nord, certains services d'Hydro-Québec continuent d'évoluer avec la lenteur et la nonchalance d'un pachyderme.

La société a ainsi laissé trainer le dossier de la biénergie commerciale malgré que les clignotants rouges soient allumés depuis quatre ans. Elle a encore négligé de réexaminer son coûteux programme d'efficacité énergétique résidentielle, lancé en 1991, qui n'aurait donné qu'environ la moitié des résultats attendus en 1993.

Dans le dossier de la biénergie, créé en 1983 afin de réduire la consommation en période de pointe, pendant les grands froids, l'agressivité de Gaz Métropolitain a fait perdre à Hydro près de la moitié de sa clientèle de près de 9000 abonnés commerciaux, comme le rapportait récemment un quotidien montréalais.

Quant aux fameuses pommes de douche qui devaient faire économiser l'énergie, un document d'Hydro révèle qu'elles auraient fait patate la moitié du temps. Les gens se douchent plus longtemps quand le débit est trop faible! Hydro conteste cependant ces données amassées par une firme indépendante.

Les Québécois adorent toujours leur puissante société d'État malgré ses difficultés évidentes à intégrer les économies d'énergie à son agenda. Plusieurs souhaiteraient toutefois qu'elle se dote de meilleures antennes pour flâner le marché et de mécanismes de rétroaction plus efficaces pour rajuster son tir lorsque nécessaire.

Cela a pris quatre ans à Hydro à se dépêtrer des toiles d'araignée pour concocter une réplique visant à stopper l'érosion de sa clientèle abonnée à la biénergie.

Par comparaison, Gaz Métropolitain a préparé, en deux mois, une contre-attaque à l'intention des 1000 clients qu'Hydro voudrait récupérer avec un rabais de 25% et la garantie d'interruptions minimales de courant par temps très froid. A ces clients volages, Gaz Métro menace d'imposer une surcharge équivalant à près de vingt fois le tarif de base, annulant le rabais d'Hydro.

Les hostilités en sont là. Aucun producteur ou distributeur d'énergie ne veut aujourd'hui englober une fortune pour répondre aux pics de consommation des 20 jours les plus froids de l'hiver. Hydro y a déjà consacré des barrages, mais Gaz Métro refuse de se doter d'installations utilisées trois semaines par an aux frais de sa clientèle régulière.

Avec 16% du marché, Gaz Métro vise encore la croissance dans les secteurs industriel, commercial et institutionnel, qualifiés de « vaches à lait » d'Hydro. C'est une clientèle moins captive que le marché résidentiel et constamment à la recherche des plus bas tarifs.

En 1993, certains ont réagi à une chute du prix du mazout en lâchant le gaz. Gaz Métro leur a consenti en vitesse, mais illégalement (sans l'accord préalable de la Régie du gaz), des rabais pour les retenir et atténuer le choc. La Régie lui a tapé sur les doigts pour cela.

Les règles actuelles du marché exigent une rapidité et une souplesse qu'on ne retrouve pas toujours dans les entreprises lourdes, bureaucratiques ou surréglementées.

Ce sera encore plus vrai lorsque tous les réseaux de distribution d'énergie du continent deviendront des autoroutes accessibles à toutes les compagnies canadiennes et américaines, privées et publiques.

Le vaisseau-amiral de l'économie québécoise doit rapidement faire preuve de plus de punch pour défendre ses intérêts dans cet environnement concurrentiel.

MARIE CAQUETTE

Bloc-notes

Allez, Mario!

Mario Dumont, le p'tit gars de Cacouna, mérite sa place à l'Assemblée nationale. Les électeurs de Rivière-du-Loup auront une belle chance, lundi, de se démarquer de l'ensemble des Québécois coincés entre péquistes et libéraux.

Si les tendances se maintiennent, selon l'expression consacrée, le Québec francophone donnera une victoire facile au Parti québécois. Pourquoi alors se retrouver avec le quatre-vingtième et quelque député d'arrière-ban (que serait indubitablement le péquiste Harold Lebel) si un politicien jeune, habile et ambitieux, chef d'un parti en réserve pour l'avenir, sollicite l'appui populaire?

L'Action démocratique joue toujours aux franges de la vie politique. Mais le discours constitutionnel de son chef correspond bien aux états d'âme de beaucoup de Québécois, sensibles à l'attrait d'un certain niveau de souveraineté à la condition de demeurer associés au reste du Canada.

Les élans réformistes des textes fondamentaux du parti importent peu, dans le contexte actuel. M. Dumont a déjà prouvé ses talents politiques, il a manifesté une rare bravoure en défiant l'ensemble du Parti libéral et surtout son chef Robert Bourassa lors de la braderie de l'Entente de Charlottetown.

Peut-être ne faisait-il là qu'entreprendre un cheminement sinueux qui le mènera Dieu sait où. Mais il ne serait pas le premier ni le dernier politicien québécois à ainsi « cheminer »: parlons-en à Lucien Bouchard, par exemple.

Est-ce que le système va l'avalier, comme il réussit à neutraliser les voix hors-partis? Ce serait là l'aboutissement normal de la carrière d'un député indépendant dénué de talent et de flair et qui compterait uniquement sur des dossiers de ponts et chaussées pour gagner son comté.

Mais Mario Dumont représente plus que cela. Ses interpellations aux deux camps, souverainiste comme fédéraliste, reflètent une réalité profonde, celle des citoyens qui préfèrent les zones grises au crois-ou-meurs des deux grands partis.

Les électeurs de Rivière-du-Loup rendraient service à tous les Québécois s'ils décidaient de l'appuyer.

RAYMOND GIROUX

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration
PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur
GILBERT LACASSE

Editorialiste en chef et adjoint à l'Éditeur
J.-JACQUES SAMSON

Rédacteur en chef
GILBERT LAVOIE

Directeur de l'information
ANDRÉ FORGUES



Point de vue

Cigarettes : un peu plus de transparence

par JEAN-PIERRE BÉLANGER

(Lettre aux premiers ministres Jean Chrétien et Daniel Johnson)

J' ai un problème de conscience et je ne sais trop à qui m'adresser puisqu'il pourrait vous mettre en cause tous les deux. Or, où peut-on s'adresser lorsque c'est la moralité des deux personnes qui sont censées être les deux gardiennes ultimes du bien-être supérieur de toute la collectivité qui est en cause?

Voici mon problème. Au cours des derniers mois, j'ai oui à plusieurs reprises des rumeurs persistantes en provenance des milieux de santé publique de la capitale nationale à l'effet qu'en janvier dernier vous auriez tous deux établi, lors d'un petit déjeuner pris ensemble à Ottawa, une stratégie commune à l'égard d'une éventuelle réduction des taxes sur le tabac. Vous vous seriez alors entendus sur le fait de laisser monter la pression sociale en faveur de la réduction des taxes pendant quelques semaines afin que la décision de le faire apparaisse alors davantage

populaire et suscite des retombées politiques partisanes encore plus favorables.

Or, le mouvement des dépanneurs en faveur de la réduction des taxes a justement connu une recrudescence marquée au cours des semaines suivantes et a monopolisé une partie importante de l'opinion publique pendant cette période.

Personnellement, j'aurais plus facilement accepté une baisse des taxes sur le tabac au nom du bien public et pour mettre fin au développement d'activités illégales et potentiellement criminelles, si on avait fait une preuve plus convaincante que le contrôle de la contrebande par d'autres moyens était impossible. Mais malheureusement, cela n'a pas été le cas.

La chose me dérange profondément à deux niveaux. Comme président de l'Association pour la Santé publique du Québec, je trouve inacceptable que, l'an dernier, près d'une centaine de personnes sont décédées prématurément au Québec après avoir eu à inhaler la fumée des autres. Il est encore plus inacceptable de penser aux 10 000 Québécois et Québécoises qui décèdent chaque année d'avoir fumé alors

qu'il a déjà été amplement démontré au plan mondial que le facteur prix avait une influence déterminante dans la décision d'arrêter ou non de fumer.

Mais je suis aussi touché à un titre plus personnel même s'il n'est jamais trop agréable d'en parler. J'ai moi-même trop fumé pendant trop d'années et j'en subis maintenant les conséquences physiques chroniques de façon quotidienne et malheureusement douloureuse. Mais j'assume les conséquences de mes décisions antérieures.

Je m'inquiète cependant beaucoup plus des conséquences que pourraient subir mes deux enfants qui, par malheur, ont eux aussi commencé à fumer. L'influence de leurs pairs a certes été déterminante pour eux dans leur décision de fumer, mais il est aussi évident, pour en discuter régulièrement avec eux, que le facteur prix est tout aussi déterminant dans leur décision de persister.

J'aimerais donc, dans ce contexte, qu'on puisse m'assurer qu'il n'y a pas eu collusion entre deux premiers ministres pour prendre une décision aussi néfaste au plan de la santé des autres mais aussi des miens à des

seules fins de basse politique partisane.

Il n'est probablement pas illégal de baisser le niveau des taxes sur un produit même s'il est néfaste pour la santé mais il y a une différence énorme entre le caractère légal d'un geste et son caractère moral. Les deux dimensions sont tout aussi importantes et fondamentales pour la vie en société.

Je demande donc par la présente que toute la lumière soit faite sur les circonstances qui ont mené à la prise de décision de réduire le niveau des taxes sur la cigarette dans le contexte actuel. Le sérieux des rumeurs dont j'ai fait état plus haut justifie pleinement qu'on mène une enquête au besoin pour vérifier si elles sont fondées ou non.

Mon problème, c'est qu'elles mettent en cause les deux personnes mêmes qui pourraient initier une telle démarche dans l'intérêt public. Dans l'intérêt supérieur de la nation, j'espère que vous aurez le courage et la probité morale de vous prêter à une telle requête.

M. Jean-Pierre Bélanger est président de l'Association pour la Santé Publique du Québec

Votre Opinion

Un nouvel art de gouverner

Quel serait ce nouvel art pour le gouvernement élu?

Ce serait un gouvernement qui se sent responsable... Responsable des plus faibles, démunis, oubliés de notre société. En quelque sorte un gouvernement qui préconiserait, qui choisirait ouvertement d'aider les plus démunis de notre société.

Les politiques gouvernementales devraient :

- Favoriser les femmes seules, chefs de famille, en collectant à la source les pensions alimentaires (un système de perception automatique), en établissant une entente avec les neuf autres provinces, pour récolter le dû.

- Apporter une aide adéquate aux vieillards, afin de les garder le plus longtemps possible à leur domicile.

- Construire plus de logements sociaux à prix abordables pour les pauvres qui augmentent considérablement dans la province.

- Apporter une attention spéciale aux victimes (viol, agression) en favorisant leur protection et leur dédommagement par de l'aide psychologique et financière.

- Faire un nettoyage dans les

dépenses gouvernementales afin d'éviter les dépenses inutiles.

- Avoir le courage d'aller chercher l'argent là où il est, c'est-à-dire dans les abris fiscaux, les privilèges et les exemptions de toutes sortes.

- Humaniser l'éducation des enfants, en diminuant le nombre d'enfants par classe, et réhabiliter la fonction d'enseignant.

- Établir une concertation entre employeurs, gouvernement et jeunes afin de créer des emplois.

- Baisser l'âge de la retraite dans l'enseignement. Après 25 ans d'enseignement, établir une retraite automatique (quoique libre) afin de renouveler le corps professoral et donner la place aux jeunes.

Je n'ai pas la prétention d'avoir couvert tous les champs d'activité où pourrait s'exercer la responsabilité d'un nouvel art de gouverner. Le bien commun, le souci du mieux-être, des plus faibles devraient être les motifs majeurs de ceux qui se présentent comme députés.

Actuellement la pauvreté est un problème urgent. Des milliers d'emplois sont perdus régulièrement. Est-ce qu'on y songe concrètement dans les discours, les débats et les envolées nationalistes? Est-ce que la présentation de la souveraineté (la séparation) comme solution à tous

nos problèmes, n'est pas un leurre, une illusion et un cul-de-sac?

Marie-France Legault
Québec

Questions-réponses

Il est plus facile de trouver des réponses lorsque l'on sait compter. Les fédéralistes sont de bien drôles de comptables. Ils nous attribuent volontiers le quart de la dette fédérale mais oublient toujours de nous attribuer le quart des avoirs fédéraux.

Je reprends donc votre énumération. Nous avons droit au quart de l'armée, de l'aviation, de la marine, des brise-glace, des ambassades dans plus de 150 pays, du système de pension de vieillesse, de l'assurance-chômage, du système postal, du système d'immigration et de douane.

Le monnaie canadienne nous appartient également pour un quart.

Je crois bien que si le quart de la population a droit au quart du passif, elle a droit également au quart de l'actif. Ce quart devrait suffire pour notre entreprise d'autant plus que nous pourrions à l'avenir choisir nous-mêmes la marchandise que nous voulons pour notre comptoir.

Si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas.
Claude Emond
Sainte-Foy

Des économies

La manchette du SOLEIL du 31 août nous informait que le tabac fait économiser sur les coûts de la santé en faisant mourir les fumeurs plus jeunes que les non-fumeurs. Dix, quinze ou même vingt années de soins, ce n'est pas rien! Espérons que les producteurs de tabac ne songent pas à augmenter la teneur en nicotine et en goudron des cigarettes pour accroître cet avantage...

Toutefois, le véritable bénéfice du tabac se situe ailleurs: s'il est vrai, comme les producteurs de cigarettes le prétendent, que les fumeurs meurent plus jeunes que les autres, alors il en résulte des économies appréciables au niveau des fonds de pension. Ces économies sont d'autant plus intéressantes que le tabac ne « tue » que rarement, semble-t-il, avant l'âge de la retraite, et n'affecte donc que marginalement la productivité des travailleurs. Dans le contexte actuel du vieillissement de la population, le taux de morbidité de nos aînés ne doit laisser aucun économiste et aucun politicien indifférents.

Faut-il féliciter les gouvernements provincial et fédéral d'avoir baissé les taxes sur le tabac et refusé d'en taxer l'exportation?

David Karel
Saint-Augustin-de-Desmaures

Elle s'est achetée un terrain à Saint-Raphaël Lise Bacon en route vers le Sénat

SAINT-RAPHAËL — « Mme Bacon est une personne influente. C'était la numéro deux dans le gouvernement Bourassa. C'est un atout pour la municipalité. »

LE SOLEIL

C'est sans ambages ce qu'a indiqué au SOLEIL le maire de Saint-Raphaël, Michel Michaud, en confirmant que l'ex-vice-première ministre du Québec Lise Bacon vient d'y acheter un terrain.

Selon des indications non confirmées ayant notamment cours dans cette localité de Bellechasse, cette acquisition ouvre la voie à Mme Bacon pour entrer au Sénat.

« Apparemment, d'après ce qu'on entend, Mme Bacon va avoir un siège au Sénat », a noté M. Michaud.

Saint-Raphaël se situe dans la division sénatoriale de La Durantaye dont le siège est pour l'heure vacant. Le terrain que Mme Bacon vient d'y acquérir se situe en périphérie de la municipalité et il n'est pas desservi par l'aqueduc et les égouts.

Selon les règles de la vénérable institution, un sénateur se doit d'être propriétaire d'un bien foncier dans sa division pour être habilité à la représenter.



Selon les règles du Sénat, un sénateur se doit d'être propriétaire d'un bien foncier dans sa division pour être habilité à la représenter. Ce que vient de faire Lise Bacon en s'achetant un terrain à Saint-Raphaël.

Une enquête indépendante sur le SCRS est réclamée par des groupes

OTTAWA (PC) — De plus en plus de groupes réclament une enquête indépendante sur les allégations qui pèsent contre le Service canadien du renseignement de sécurité.

La Canadian Civil Liberties Association, le Congrès du travail du Canada, le Syndicat des postiers du Canada et le Centre Simon Wiesenthal soutiennent tous que le gouvernement devrait former une mini-commission McDonald, sur le modèle de celle qui avait enquêté sur l'ancien service de sécurité de la GRC dans les années 70.

« Pour s'assurer de la confiance du public, il faut que quelqu'un jette un regard nouveau sur toute cette affaire », a déclaré vendredi Alan Borovoy, qui est à la tête de l'association des libertés civiles.

Le SCRS a entre autres été accusé d'avoir payé un informateur qui a aidé à mettre sur pied un groupe raciste d'extrême-droite et d'avoir espionné des travailleurs postaux.

Deux enquêtes sont déjà en cours — une menée par un comité de députés, qui débutent leurs audiences mardi, et une autre par le chien de garde civil de l'agence d'espionnage, le Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité.

Mais M. Borovoy a soutenu qu'aucune de ces enquêtes ne permettra vraisemblablement de dé-

couvrir ce qui s'est vraiment passé.

Le comité parlementaire est trop partisan et le Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité est lui-même soupçonné si des allégations portées contre le SCRS s'avèrent fondées, a expliqué M. Borovoy.

Jean-Claude Parrot, le vice-président du Congrès du Travail du Canada, croit que les travailleurs postaux ne sont pas les seuls membres d'un syndicat des services publics qui croient avoir été espionnés.

Le Solliciteur général Herb Gray, le ministre responsable du SCRS, n'était pas disponible pour indiquer s'il pourrait ou non y avoir une enquête indépendante.

Diane Marleau rassure les Canadiens sur les problèmes de la Croix-Rouge

TORONTO (PC) — La ministre fédérale de la Santé, Mme Diane Marleau, a voulu rassurer les Canadiens hier quant à la sécurité de l'approvisionnement en sang après les informations rendues publiques cette semaine faisant état de problèmes dans certains centres de la Croix-Rouge.

« Les irrégularités ont été corri-

gées rapidement », a déclaré la ministre.

Des questions ont été soulevées au sujet de l'approvisionnement en sang au Canada depuis qu'on a rendu public un rapport de la FDA américaine (U.S. Food and Drug Administration) qui, à la suite d'une inspection en juillet, a identifié 19 problèmes dans la manipulation du sang au centre de la Croix-Rouge de Toronto.

La collecte de plasma a également dû être suspendue dans d'autres centres pendant un certain temps.

L'inspection faite par l'agence américaine avait notamment permis de découvrir que le sang était mal étiqueté, ce qui aurait pu signifier qu'une personne subissant une chirurgie aurait pu recevoir du sang incompatible.

Mme Marleau a admis ne pas avoir toutes les réponses. Elle a d'ailleurs mandaté mercredi une équipe de la direction de la protection de la santé de son ministère d'aller faire enquête au centre de Toronto. Elle prendra la fin de semaine pour étudier son rapport.

EN VIGUEUR JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE 1994



BANANES CHIQUITA, produit importé  77¢ le kilo 35¢ la livre	BROCOLI Produit du Québec, gr. 14  75¢ chacun	LAITUE EN POMME Produit du Québec, gr. 18  45¢ chacune
RAISIN BLEU Produit de l'Ontario, panier 2 litres  2.95\$ panier 2 litres	CÉLERI Produit du Québec, gr. 24  45¢ chacun	CAROTTES 10 livres Variété "NANTAISE", produit du Québec  1.65\$ sac 10 livres
CHAMPIGNONS Blancs, frais, de l'Ontario  95¢ chopine	PIMENT VERT Produit du Québec, préemballé  65¢ 1,43\$ le kilo la livre	LAITUE FRISEE Produit du Québec, gr. 24  55¢ chacune
CANTALOUPE Produit des États-Unis, gr. 23  95¢ chacun	ZUCCHINIS Produit du Québec, préemballés  95¢ 2,08\$ le kilo la livre	PIMENT ROUGE Produit du Québec, préemballé  1.35\$ 2,98\$ le kilo la livre
POIREAU Produit du Québec  55¢ chacun	ÉPINARD Produit frais du Québec, sac 10 onces (284gr)  95¢ le collo	AVOCAT HASS Produit du Mexique, gr. i8  75¢ chacun

LE JARDIN MOBILE

NOS CADEAUX

5^e ANNIVERSAIRE

Canon

RABAIS 50\$

Rég. 399.00

IMPIMANTE À JET D'ENCRE

- 360 ppp de résolution
- 64 Tons de gris
- 248 ca/sec.
- Format de papier: Lettre, légal, A4, enveloppe #10

359⁰⁰ **QUALITÉ LASER**

PLACE LEBOURGNEUF
5500 boul. Des Gradins
Québec
628-5500

AVENTURE ELECTRONIQUE

Le Futur c'est Aventure.

AST

FAX MODEM & TRACKBALL INTÉGRÉ

ORDINATEUR ET IMPRIMANTE PORTATIFS

- Processeur 486sx33 Mh
- 4 Mo de mémoire
- Disque rigide de 120 Mo
- "Trackball" intégré

Le tout pour moins de 10 Lbs

CONNECTIX RAM DOUBLER

Doubler la mémoire de votre ordinateur
Rég. 84.99

RABAIS 5\$ **79⁹⁹**

BOUTIQUES DE QUÉBEC ET DE LA RÉGION

- Galerie de la Capitale • Galeries Chagnon
- Place Fleur de Lys • Place Laurier
- Place du Royaume (Chicoutimi)
- Centre Rivière-du-Lois • Carrefour St-Georges-de-Beauce
- La Grande Place (Rimouski)

GALERIES CHAGNON
300, Côte Passage
Lévis
835-5500

Aubut recherche désespérément un amphithéâtre

« Recherché. Amphithéâtre pour disputer des matchs pré-saison de hockey de la LNH. Colisée non disponible. Demandez Marcel. »

par YVES POULIN
LE SOLEIL

Il n'y a pas qu'au baseball que les négociations piétinent! Le président des Nordiques, Marcel Aubut, en sait quelque chose. Lui et le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, sont engagés dans un bras de fer quant au bail du Colisée.

Les deux parties négociaient encore hier soir, à quatre jours du premier match pré-saison des Bleus au Colisée.

Afin d'assurer leurs arrières, les Nordiques ont même tenté de réserver le Colisée Copps de Hamilton pour les matchs du 13 (Philadelphie) et du 17 (Ottawa). Mais Marcel Aubut devra se tourner vers une autre ville puisqu'il a es-

suyé un net refus des Maple Leafs de Toronto, qui évoquent leurs droits territoriaux pour la région d'Hamilton, droits qu'ils partagent également avec les Sabres de Buffalo.

Pour les Leafs, la considération va bien au-delà des droits territoriaux. Toronto doit justement affronter les Caps de Washington vendredi prochain au Colisée Copps, tandis que les Sabres

jouent contre les Islanders demain soir, et aucun de ces matchs n'affiche complet, loin de là.

de dire que les Leafs veulent se remplir les poches avant les Nordiques ou tout autre club.

Stellick a confirmé que les Nordiques avaient contacté le directeur général Cliff Fletcher dans un but avoué de partager le Copps. La réponse de ce dernier n'a pas tardé.

« Nous préférons offrir quelques événements de qualité plutôt qu'une série de matchs en peu de temps », explique Bob Stellick, relationniste des Leafs. Façon polie

L'ultimatum expire aujourd'hui Le Colisée toujours dépourvu de glace!

QUÉBEC — Il n'y a toujours pas de glace au Colisée. Et pour que les Nordiques puissent jouer mardi, l'entente avec la ville de Québec devra se faire au plus tard aujourd'hui.

goussets de la Commission, au lieu d'être partagés moitié-moitié avec le club de hockey! Ce qui rend furieux d'autres propriétaires d'aréna qui voient venir les réclamations...



Marcel Aubut (à droite) et Jean-Paul L'Allier sont engagés dans une partie de bras de fer qui devra connaître son dénouement au plus tard aujourd'hui pour que le match de mardi soit joué à Québec.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

« Nous avons eu des échanges », se limite à dire l'attaché de presse du maire de Québec, François Grenon.

Vérifications faites, il y a eu échanges de documents, hier après-midi. Depuis, motus et bouche cousue. Lors de la dernière négociation, les pourparlers avaient duré jusqu'aux petites heures de la nuit. Mais la volonté de s'entendre semble présente.

Il y a toutefois urgence, puisque c'est aujourd'hui que doivent commencer les travaux de préparation de la glace pour qu'elle soit prête mardi. Hier soir, les compresseurs étaient toujours silencieux.

« Pas question de les faire démarrer tant que nous n'aurons pas une entente signée sur la table », tranche un porte-parole de la Commission.

« Il nous faut trois jours au moins pour préparer la glace, idéalement quatre », explique un employé du Colisée.

En démarrant les compresseurs, le plancher de béton gèle au bout de huit heures. Première couche au jet-ice. On laisse durcir pendant trois ou quatre heures. Et on monte ainsi la glace couches par couches, une dizaine de fois.

« Le marquage prend beaucoup de temps, c'est un art », ajoute l'employé. Il faut éviter aussi de rendre la glace croustillante. Et passer la Zamboni.

Le contrat entre les Nordiques et la ville de Québec entrera dans sa quatrième année. La ville veut le reconduire avec une clause d'indexation pour les trois prochaines saisons. Avec une pénalité de presque 2 millions \$ si le club prend la poudre d'escampette avant 1997, pour finir de payer la dette occasionnée par l'agrandissement de 1979.

La ville de Québec estime « perdre » 400 000 \$ par année avec le club et ne voudrait pas en perdre davantage.

Les Nordiques ont joué 48 matchs l'an dernier. Les spectacles et autres activités ont constitué l'équivalent de 40 matchs, à l'exception du tournoi pee-wee qui dure plus longtemps.

« Un spectacle est beaucoup plus payant », chuchote l'employé. Parce que les beaux dollars de la bière, des rafraîchissements et du stationnement tombent dans les

À LA DÉCOUVERTE DE SON ENFANT INTÉRIEUR
Groupe de croissance animé par Josée Jobin, c.p.p.q.

- Approche psychothérapeutique
- Lieu: 1001, de Bougainville
- Début: Lun ou merc. 19 ou 21 sept (soir)
- 12 rencontres de 19h à 22h

Information et inscription :
Josée Jobin, psychologue
648-0432
À noter que les frais sont remboursables par l'assurance.

COURS D'ESPAGNOL
DIFFUSI
ANGLAIS, PORTUGAIS
DANSE FLAMENCO, RUSSE
Inscription le 12 septembre de 9h 30 à 16h
Cout: 875 - frais de matériel
682-3617

Session sur l'Estime de Soi
Théories et ateliers s'échelonnant sur 14 semaines, soit le mardi ou le jeudi
Débutant: le 13 sept. 1994
Inscription: 25\$
Coût: 10\$ par cours
Objectif: Vivre pleinement sa vie
Où: Saint-Isidore à 15 min. des ponts.
Information: 882-0831
Josiane Perret Normand

FORFAIT "Lunettes"
à partir de 119\$
Monture et lentilles avec traitement anti-égratignures (Seiko: 400 SH-200 cyl)
GRATUIT
Centre Vision

Spécial "La rentrée"
Sélection de montures mode avec garantie d'un an. Naf Naf, Pascale, Kickers, Guess, Tann's, etc.
Les professionnels
Centre Vision
de l'optométrie
Examen visuel sur place

Place Ste-Foy 653-4057	Saint-Romuald 839-0617	Valcartier 844-2520
Place Charny 832-0104	Galeries Charlesbourg 626-7519	Galeries Chagnon 837-4563

Grande vente d'équipements en location

- canots • kayaks d'eau vive
- kayaks de mer et accessoires de canot et kayak • tentes
- sacs de couchage • sacs à dos
- accessoires de camping...

jusqu'à 50% de rabais

Le samedi 10 septembre

- Perception • Dagger • Prijon • Mad River
- Current Design • Necky Kayaks

Spéciaux sur pagaies, jupettes et autres accessoires
Goûter et animation sont aussi au menu.

LES BOUTIQUES L'AVENTURIER
Québec: 710, Bouvier, #135, 624-9088

GRANDEUR NATURE

SONATA 1995
14,995\$
Transmission automatique gratuite

HYUNDAI
On évolue à votre avantage

PRIX D'EXCELLENCE DU PRÉSIDENT

LESSARD
659, boul. St-Joseph, Québec
Prolongement de la 80e Rue
623-5471

Transport, préparation et taxes en sus. Photo à titre indicatif.
Département des pièces ouvert tous les soirs jusqu'à 21 h.

Cosmétiques
Nouvel Age
réservations:
1-800-263-4898
(514) 699-4898
Esthéticiennes!
Madame Karin Herzog
souper conférence: 10\$
LA VITAMINE A ET L'OXYGÈNE
Une révolution dans les soins esthétiques
le mercredi 14 septembre 1994
18h - 22h
15 septembre, soins et consultation 10h - 17h
Hôtel Classique
2815, boul. Laurier, Ste-Foy

Dîner à la carte chez Mobilia

Ouvert le dimanche de 12h à 17h

table et 4 chaises
499\$ cour. 730\$

table et 4 chaises
699\$ cour. 1220\$

Dîner chez Mobilia est un plaisir, la preuve? Nous vous offrons ces ensembles à prix incroyables! Venez vous faire plaisir et choisissez le vôtre, dans un fini acajou ou blanchi, pour livraison immédiate.

Surveillez notre brochure d'automne le 17 septembre 94.

mobilia

5500, boul. des Gradins, Place Lebourgneuf
(Entre boul. Laurentien et boul. de la Capitale)
Charlesbourg 623-9986